

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1267

[C — 2000/27209]

13 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de déchets dangereux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité instituant la Communauté européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 175;

Vu la directive 94/67/CE du Conseil du 16 décembre 1994 concernant l'incinération des déchets dangereux;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

Vu la loi du 24 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

Vu le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports et par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 1996 remplaçant l'arrêté royal du 19 octobre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gazoil-diesel pour les véhicules routiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

Vu les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947 portant approbation du Règlement général pour la protection du travail;

Vu l'avis de la Commission des déchets, rendu le 24 février 2000;

Vu l'avis de la Commission des eaux, rendu le 22 février 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la Commission européenne a déposé en date du 13 septembre 1999 une requête devant la Cour de Justice des Communautés européennes, qui tend à faire condamner la Belgique, et plus particulièrement la Région wallonne, pour manquement à ses obligations découlant du Traité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 24 mars 2000, en application de l'article 84 alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Les conditions visées dans le présent arrêté sont applicables aux installations spécialisées d'incinération de déchets dangereux et aux installations de coïncinération de déchets dangereux, avec ou sans récupération de la chaleur produite.

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent arrêté :

1° les installations d'incinération de déchets animaux;

2° les installations d'incinération de déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2, pour autant que ces déchets ne soient pas rendus dangereux en raison de la présence d'autres constituants énumérés à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

3° les installations d'incinération de déchets ménagers traitant également des déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2 non mélangés à d'autres déchets pouvant être rendus dangereux en raison de l'une des autres propriétés énumérées à l'annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° déchets dangereux : tout déchet au sens de l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent arrêté :

a) les déchets liquides combustibles y compris les huiles usagées au sens de l'article 1^{er}, 1° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, à condition qu'ils répondent aux trois critères suivants :

i) la teneur en hydrocarbures aromatiques polychlorés, tels que les polychlorobiphényles (PCB), polychloroterphényles (PCT) ou le pentachlorophénol (PCP), ne dépasse pas 50 mg/kg;

ii) ces déchets ne sont pas rendus dangereux du fait qu'ils contiennent d'autres constituants énumérés à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets dans des quantités ou des concentrations qui sont incompatibles avec la réalisation des objectifs énoncés à l'article 7 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

iii) la valeur calorifique nette est au moins égale à 30 mégajoules par kilogramme;

b) tout déchet liquide combustible qui ne peut donner lieu, dans les gaz résultant directement de sa combustion,

- à l'émission de substances autres que celles provenant de la combustion du gazoil tel que défini à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 remplaçant l'arrêté royal du 19 octobre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gazoil-diesel pour les véhicules routiers;

- à l'émission de substances à des concentrations supérieures à celles résultant de la combustion du gazoil ainsi défini;

c) les déchets dangereux résultant de la prospection et de l'exploitation de ressources en pétrole et en gaz provenant d'installations en mer et incinérés à bord de celles-ci;

d) les déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° installation d'incinération : tout équipement technique utilisé pour l'incinération de déchets dangereux par oxydation, avec ou sans récupération de la chaleur produite par la combustion, y compris le traitement préalable, ainsi que la pyrolyse ou tout autre traitement thermique, tel que plasmatique, dans la mesure où les produits qui en résultent sont ensuite incinérés.

La présente définition couvre le site et l'ensemble constitué par les installations de réception, de stockage et de traitement préalable des déchets, l'incinérateur, ses systèmes d'alimentation en déchets, en combustible et en air, ses installations de traitement des gaz de combustion et des eaux usées, ainsi que les appareils et dispositifs de contrôle des opérations d'incinération et d'enregistrement et de surveillance en continu des conditions d'incinération.

Les installations d'incinération regroupent d'une part les installations spécialisées d'incinération et d'autre part les installations de coïncinération.

a) installation spécialisée d'incinération : installation principalement conçue et réalisée pour l'incinération de déchets et qui incinère des déchets dangereux;

b) installation de coïncinération : installation dont l'objectif essentiel est de produire de l'énergie ou des produits matériels et qui est alimentée en déchets dangereux, notamment en les utilisant comme combustible de substitution habituel ou d'appoint.

3° valeur limite d'émission : la concentration massique en substances polluantes qui ne doit pas être dépassée dans les émissions des installations pendant une période déterminée;

4° exploitant : toute personne physique ou morale qui exploite l'installation d'incinération ou qui exerce ou est habilitée à exercer sur celle-ci un pouvoir économique décisif;

5° permis :

a) l'autorisation d'implanter et d'exploiter une installation de gestion de déchets, visée à l'article 11 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

b) le permis d'extraction visé à l'article 14 du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

c) le permis de valorisation des terrils visé à l'article 4 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

d) le permis d'exploiter visé par l'article 1^{er} des arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947 portant approbation du Règlement général pour la protection du travail;

6° autorité compétente : l'autorité habilitée à délivrer le permis;

7° fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;

8° fonctionnaire chargé de la surveillance : les fonctionnaires visés dans l'arrêté de l'exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière d'environnement.

TITRE II. — Dispositions applicables aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération

CHAPITRE Ier. — Généralités

Art. 3. Le permis énumère explicitement les types et quantités de déchets dangereux pouvant être traités dans l'installation, ainsi que la capacité d'incinération ou de coïncinération de déchets de chaque ligne d'incinération spécialisée ou de coïncinération.

La capacité nominale de chaque ligne d'incinération spécialisée ou de coïncinération est exprimée en tonnes de déchets par heure, en précisant une capacité calorifique de référence des déchets. La capacité horaire de l'installation est la somme des capacités de chaque ligne d'incinération spécialisée ou de coïncinération qui la composent.

Art. 4. Le permis est délivré s'il ressort de la demande que l'installation est conçue et équipée et sera exploitée, de telle manière que les mesures appropriées sont prises pour prévenir la pollution de l'environnement, et que les exigences prévues par le présent arrêté sont respectées.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 5. Sauf dérogation, accordée sur avis du fonctionnaire technique, prévue dans le permis, l'installation ou l'établissement comprenant l'installation est équipée d'un pont-basculé étalonné avec enregistrement automatique et doté de l'équipement informatique nécessaire permettant le contrôle en temps réel des entrées et des sorties de déchets. Pour la détermination de cet équipement, le demandeur consulte préalablement à l'introduction de la demande le fonctionnaire technique, qui lui fournit les informations nécessaires.

Art. 6. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'interdire aux personnes non autorisées l'accès de l'installation ou de l'établissement comprenant l'installation.

Sauf dérogation, accordée sur avis du fonctionnaire technique, prévue dans le permis, les parties de l'installation où sont entreposés les déchets dangereux sont entourées d'une clôture solide d'au moins deux mètres de hauteur ou d'autres moyens de protection naturels ou artificiels équivalents. A défaut, l'ensemble de l'installation ou de l'établissement comprenant l'installation est soumis au même dispositif.

Les voies d'accès sont fermées au moyen d'une porte ou d'une barrière maintenue close en dehors des heures d'ouverture et qui ne peut rester ouverte que sous la surveillance de l'exploitant ou de son délégué.

Une aire de stationnement appropriée aux besoins de l'installation est aménagée pour les véhicules en attente d'être déchargés.

L'entrée et la sortie ainsi que les voies de circulation intérieures sont conçues et réalisées de manière à éviter tout risque d'encombrement ou d'accident dans l'établissement comprenant l'installation et sur la voie publique, quelles que soient les conditions météorologiques.

Art. 7. Les installations sont conçues, implantées, équipées et exploitées de manière à prévenir et à limiter efficacement les nuisances et les inconvénients qui pourraient résulter de l'exploitation pour le voisinage, tels que le bruit, les vibrations, les émissions de poussières, de gaz, de fumées, d'odeurs et autres émanations.

Les aires de réception et de stockage des déchets dangereux doivent être conçues et exploitées de manière à prévenir le rejet de toute substance polluante dans les eaux tant de surface que souterraines.

Art. 8. Les installations spécialisées d'incinération et les installations de coïncinération sont exploitées de manière à assurer un niveau d'incinération ou de coïncinération aussi complet que possible, ce qui peut impliquer l'utilisation de techniques appropriées de traitement préalable des déchets.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 9. L'exploitant prend les mesures nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets afin de prévenir ou, lorsque ce n'est pas réalisable, de réduire, dans toute la mesure du possible, les effets négatifs sur l'environnement et en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les risques pour la santé des personnes. Ces mesures répondent au minimum aux exigences énoncées aux articles 10 et 11.

Art. 10. Avant que les déchets soient acceptés dans une installation, l'exploitant a à sa disposition une description comportant :

1° la composition physique et chimique des déchets ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'ils sont aptes à subir le traitement d'incinération prévu;

2° les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent être mélangés et les précautions à prendre lors de leur manipulation.

Art. 11. Avant que les déchets soient admis dans une installation, l'exploitant effectue au minimum les procédures de réception suivantes :

1° détermination de la masse des déchets;

2° vérification des documents exigés aux termes du règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil, du 1^{er} février 1993, concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, ainsi que des règlements relatifs au transport des substances dangereuses;

3° sauf si cela n'est pas approprié, prélèvement d'échantillons représentatifs, dans la mesure du possible avant le déchargement, afin de vérifier au moyen de contrôles leur conformité à la description prévue à l'article 10 et afin de permettre au fonctionnaire chargé de la surveillance de déterminer la nature des déchets traités. Ces échantillons sont conservés pendant au moins un mois après l'incinération ou la coïncinération.

Art. 12. Le permis peut déroger aux dispositions de l'article 11 pour les installations industrielles ou les entreprises qui n'incinèrent ou ne coïncinèrent que leurs propres déchets sur le lieu où ils sont produits à condition que le même niveau de protection soit assuré.

Art. 13. La chaleur produite par l'incinération ou la coïncinération est valorisée, dans la mesure de ce qui est faisable.

Art. 14. Les résidus résultant de l'exploitation de l'installation spécialisée d'incinération ou de coïncinération sont récupérés ou éliminés conformément à la législation applicable en matière de déchets.

Art. 15. Le transport et le stockage intermédiaire des résidus secs à l'état de poussières, dont notamment les poussières provenant des chaudières et les résidus secs issus du traitement des gaz d'échappement, sont effectués dans des conteneurs fermés.

Art. 16. L'exploitant réalise, avant de définir les filières d'élimination ou de récupération des résidus de l'incinération ou de la coïncinération, des tests afin de déterminer les caractéristiques physiques et chimiques ainsi que le potentiel de pollution des différents résidus de l'incinération ou de la coïncinération. L'analyse porte en particulier sur la fraction soluble et les métaux lourds.

CHAPITRE IV. — Eau

Art. 17. Les sites des installations spécialisées d'incinération et des installations de coïncinération comprenant des zones de stockage pour les déchets dangereux sont conçus et exploités de manière à prévenir tout rejet de substances polluantes dans le sol et dans les eaux souterraines, conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Un système de collecte est prévu pour les eaux de pluie s'écoulant du site de l'installation, ainsi que pour l'eau contaminée résultant de débordements ou d'opérations de lutte contre les incendies. Ce système de collecte est conçu afin que ces eaux puissent être prélevées pour analyses et traitées avant rejet.

Art. 18. Tout rejet d'eaux usées par une installation spécialisée d'incinération ou une installation de coïncinération fait l'objet d'une autorisation délivrée conformément à la législation applicable en matière de protection des eaux de surface contre la pollution.

Art. 19. Le rejet en milieu aquatique des eaux usées résultant de l'épuration des gaz d'échappement est limité dans toute la mesure du possible.

Les eaux usées résultant de l'épuration des gaz d'échappement peuvent être rejetées dans le milieu aquatique après traitement séparé à condition qu'une disposition spéciale de l'autorisation le prévoie et à condition :

- qu'il soit satisfait à des exigences pertinentes en matière de valeurs limites d'émission;
- et que la masse de métaux lourds, de dioxines et de furannes contenue dans ces eaux usées soit réduite de sorte que la masse, exprimée par unité de temps, de ces substances dont le rejet dans l'eau est autorisé soit inférieure à celle dont le rejet dans l'air est autorisé.

CHAPITRE V. — Surveillance et contrôle

Art. 20. Le permis fixe les spécifications de mesure en vue de la surveillance, conformément aux articles 22 à 24 ainsi qu'aux articles 34 et 45, des paramètres, des conditions d'exploitation et des concentrations massiques en substances polluantes liées au processus d'incinération ou de coïncinération.

Art. 21. Le permis n'est délivré que s'il ressort de la demande que les techniques de mesure proposées sont conformes à l'annexe IV. Les valeurs de l'intervalle de confiance à 95 % correspondant aux valeurs limites d'émission journalières fixées pour le CO, le SO₂, HCL, les poussières totales et le carbone organique total, n'excèdent pas les valeurs fixées à l'annexe IV, point 3.

L'installation correcte et le fonctionnement de l'équipement de surveillance automatisé sont contrôlés.

Un étalonnage annuel est réalisé, au moyen de mesures parallèles effectuées selon les méthodes de référence, par un laboratoire ou un organisme agréés selon les dispositions de la loi du 28 décembre 1964, relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.

Un essai annuel de vérification est réalisé par l'utilisation d'étalons secondaires certifiés.

Art. 22. Le permis fixe :

- 1° les techniques d'échantillonnage et de mesure utilisées pour satisfaire à l'obligation de mesurer périodiquement chaque polluant atmosphérique;
- 2° la localisation des points d'échantillonnage ou de mesure;
- 3° les prescriptions concernant les mesures périodiques, y compris la périodicité des mesures, et en conformité avec l'annexe IV;
- 4° la façon dont les résultats des mesures sont consignés et les autorités et/ou fonctionnaires à qui ils sont transmis.

Art. 23. Les mesures ci-après sont effectuées dans l'installation spécialisée d'incinération ou dans l'installation de coïncinération, conformément à l'annexe IV :

- 1° mesures en continu des substances visées à l'article 30 et à l'annexe I, points a) et b);
- 2° mesures en continu des paramètres d'exploitation suivants :
 - a) température visée aux articles 26 et 28 pour les installations spécialisées d'incinération ou aux articles 38 et 40 pour les installations de coïncinération;
 - b) concentration d'oxygène, pression, température et teneur en vapeur d'eau des gaz d'échappement;
- 3° au moins deux mesures par an des substances visées à l'annexe I point c) et au moins une mesure par trimestre des substances visées à l'article 32; toutefois, au cours des douze premiers mois d'exploitation, une mesure est effectuée tous les deux mois;
- 4° le temps de séjour, la température minimale correspondante et la teneur en oxygène des gaz de combustion, fixés aux articles 26 et 28 pour les installations spécialisées d'incinération ou aux articles 38 et 40 pour les installations de coïncinération, font l'objet de vérifications appropriées au moins une fois lors de la mise en service de l'installation spécialisée d'incinération ou de l'installation de coïncinération et dans les conditions d'exploitation les plus défavorables que l'on puisse prévoir.

La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être omise si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCL) des traitements garantissant que les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe I, point a), 3° et point b), 3° ne sont pas dépassées. Dans ce cas, les émissions de HF font l'objet de mesures périodiques.

La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz d'échappement échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

La mesure des substances polluantes énumérées à l'annexe I n'est pas nécessaire lorsque le permis autorise l'incinération ou la coïncinération uniquement des déchets dangereux qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes d'émission de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe I.

Art. 24. § 1^{er}. Les résultats des mesures effectuées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission fixées sont rapportés aux conditions suivantes :

1. température 273 K, pression 101,3 kPa, gaz sec;

teneur en oxygène 11 % pour les gaz d'échappement des installations spécialisées d'incinération;

teneur en oxygène calculée selon les indications de l'annexe III pour les gaz d'échappement des installations de coïncinération, en respectant les volumes partiels comme indiqué dans le calcul du paramètre « C »;

2. uniquement dans le cas de l'incinération ou de la coïncinération d'huiles usagées au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées :

- température 273 K, pression 101,3 kPa, gaz sec;

- teneur en oxygène 3 % pour les gaz d'échappement des installations spécialisées d'incinération;

- teneur en oxygène calculée selon les indications de l'annexe III pour les gaz d'échappement des installations de coïncinération, en respectant les volumes partiels comme indiqué dans le calcul du paramètre « C ».

§ 2. Lorsque les déchets dangereux sont incinérés ou coïncinérés dans une atmosphère enrichie en oxygène, les résultats des mesures peuvent être rapportés à une teneur en oxygène fixée dans le permis en fonction du cas d'espèce.

§ 3. Lorsque les émissions de substances polluantes sont réduites par un traitement des gaz de combustion, l'uniformisation des résultats des mesures, prévue au § 1 en ce qui concerne la teneur en oxygène, n'est effectuée que si la teneur en oxygène mesurée au cours de la même période que pour la substance polluante concernée, dépasse la teneur en oxygène déterminée au § 1^{er}.

Art. 25. Dans le cas où les mesures effectuées font apparaître un dépassement des valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté, l'exploitant en informe immédiatement le fonctionnaire chargé de la surveillance. L'installation concernée ne continue pas à être alimentée en déchets dangereux tant que les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées et ce jusqu'à ce que le fonctionnaire chargé de la surveillance autorise la reprise de l'alimentation en déchets dangereux.

Dès réception de la notification par l'exploitant du respect des valeurs limites d'émission, le fonctionnaire chargé de la surveillance statue sur la reprise dans les huit jours.

TITRE III. — Dispositions particulières applicables aux installations spécialisées d'incinération

CHAPITRE Ier. — Exploitation

Art. 26. Les installations spécialisées d'incinération sont conçues, équipées et exploitées de manière à ce que les gaz résultant de l'incinération des déchets dangereux soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, et même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, à une température de 850 °C au minimum obtenue sur la paroi intérieure de la chambre de combustion ou à proximité de cette paroi, pendant au moins deux secondes, en présence d'au moins 6 % d'oxygène; s'il s'agit de déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimées en chlore, supérieure à 1 %, la température doit être amenée à 1 100 °C au minimum.

Si la chambre de combustion n'est alimentée qu'avec des déchets dangereux liquides ou un mélange de substances gazeuses et de substances solides pulvérisées résultant d'un traitement thermique préalable, en déficit d'oxygène, des déchets dangereux et si la partie gazeuse représente plus de 50 % de la chaleur totale dégagée, la teneur en oxygène, après la dernière injection d'air de combustion, doit être d'au moins 3 %.

Art. 27. Les installations spécialisées d'incinération sont équipées de brûleurs qui s'enclenchent automatiquement lorsque la température des gaz de combustion, après la dernière injection d'air de combustion, tombe en dessous de la température minimale correspondante visée à l'article 26. Ces brûleurs sont également utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température minimale correspondante tant que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

Lors du démarrage et de l'extinction, ou lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de la température minimale correspondante visée à l'article 26, les brûleurs ne peuvent pas être alimentés avec des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 remplaçant l'arrêté royal du 19 octobre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gazoil-diesel pour les véhicules routiers, de gaz liquide ou de gaz naturel.

L'installation spécialisée d'incinération comporte et met en œuvre un système qui empêche l'alimentation en déchets dangereux :

1° pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température d'incinération minimale requise soit atteinte;

2° chaque fois que la température est inférieure à la température d'incinération minimale requise;

3° chaque fois que les mesures en continu prévues à l'article 23, 1° montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée, en raison de dérèglements ou de défaillances des systèmes d'épuration.

Art. 28. Le permis peut autoriser des conditions différentes de celles visées à l'article 26 pour certains déchets dangereux. Une telle autorisation est subordonnée au minimum :

- au respect des exigences du présent arrêté, relatives aux valeurs limites d'émission dans les gaz de combustion et dans les gaz d'échappement;

- et à des émissions de dioxines et de furannes inférieures ou égales à celles obtenues en appliquant les conditions prévues à l'article 26.

CHAPITRE II. — Air

Art. 29. Les installations spécialisées d'incinération sont conçues, équipées et exploitées de manière à éviter le rejet dans l'atmosphère d'émissions entraînant une pollution atmosphérique importante au niveau du sol; en particulier, les gaz de combustion sont rejetés de manière contrôlée par une cheminée.

La hauteur de la cheminée est calculée de manière à préserver la santé des personnes et l'environnement.

Art. 30. Durant le fonctionnement de l'installation spécialisée d'incinération, la concentration de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne dépasse pas les valeurs limites suivantes :

1° 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière;

2° 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

Art. 31. Les installations spécialisées d'incinération sont conçues, équipées et exploitées de manière qu'au minimum les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe I ne soient pas dépassées dans les gaz d'échappement.

Art. 32. Les émissions de dioxines et de furannes sont réduites en ayant recours aux techniques les plus avancées. Aucune des valeurs moyennes mesurées ne dépasse la valeur limite de 0,1 ng TE /m³.

Cette valeur limite d'émission renvoie à la concentration totale en dioxines et furannes calculée au moyen du concept d'équivalence toxique conformément à l'annexe II.

Art. 33. Les résultats des mesures effectuées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission fixées à l'article 30, l'article 31, l'article 32 et à l'annexe I sont rapportés aux conditions d'uniformisation énoncées à l'article 24.

Art. 34. Les valeurs limites d'émission sont respectées si :

1° aucune des moyennes journalières ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 30, 1° et à l'annexe I, point a) et :

- soit aucune des moyennes sur une demi-heure établies sur l'année ne dépassent les valeurs limites d'émission figurant à la colonne A de l'annexe I, point b),

- soit 97 % des moyennes sur une demi-heure établies sur l'année ne dépassent pas les valeurs limites d'émission figurant à la colonne B de l'annexe I, point b);

2° aucune des moyennes sur la période d'échantillonnage prévue à l'annexe I point c) ne dépasse les valeurs limites d'émissions fixées audit point,

3° les dispositions de l'article 30, 2°, sont respectées,

4° aucune des valeurs moyennes sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum ne dépasse la valeur limite visée à l'article 32 pour les dioxines et furannes.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 35 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif, en ce compris les périodes de démarrage et d'extinction de l'installation lors de l'incinération de déchets dangereux, à partir des valeurs mesurées après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué à l'annexe IV, point 3. Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Les valeurs moyennes sur la période d'échantillonnage ainsi que, dans le cas de mesures périodiques du fluorure d'hydrogène (HF), les valeurs moyennes de HF, sont déterminées selon les modalités prévues à l'article 22.

Art. 35. Conditions d'exploitation anormales

Le permis fixe la durée maximale admissible des arrêts, dérèglements ou défaillances techniquement inévitables des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesure pendant lesquels les concentrations, dans les rejets atmosphériques, des substances réglementées peuvent dépasser les valeurs limites d'émission prévues. Dans de telles conditions, l'installation ne doit en aucun cas continuer à incinérer des déchets dangereux plus de quatre heures; de plus sa durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

En cas de panne, l'exploitant réduit ou interrompt l'exploitation de l'installation dès que possible, jusqu'à ce qu'elle puisse se remettre à fonctionner normalement.

La teneur totale en poussières des rejets ne dépasse en aucun cas 150 mg/m³ exprimée en moyenne sur une demi-heure. Les valeurs limites d'émission fixées pour le COT à l'annexe I, point a), 2° et point b) 2°, ainsi que les valeurs limites d'émission fixées pour le CO à l'article 30, ne peuvent en outre pas être dépassées.

Toutes les autres conditions visées aux articles 8, 26, 27, 28 et 29 doivent être respectées.

TITRE IV. — Dispositions particulières applicables aux installations de coïncinération dans le cas où la combustion de déchets dangereux dans l'installation de coïncinération produit un dégagement de chaleur supérieur à 40 % de la chaleur totale produite dans cette installation

Art. 36. Dans le cas où la combustion de déchets dangereux dans l'installation de coïncinération produit un dégagement de chaleur supérieur à 40 % de la chaleur totale produite dans cette installation à un moment quelconque de son fonctionnement, les articles 26 à 35 sont d'application.

La teneur de référence en oxygène à appliquer pour l'uniformisation des résultats des mesures prévue à l'article 24, § 1^{er}, est celle relative aux installations spécialisées d'incinération, sans préjudice de l'article 24, § 2 et § 3.

Art. 37. Dans le cas où la combustion de déchets dangereux dans l'installation de coïncinération produit un dégagement de chaleur supérieur à 40 % de la chaleur totale produite dans cette installation à un moment quelconque de son fonctionnement, le permis spécifie le débit minimal et maximal, en termes de masse, des déchets dangereux qui peuvent être coïncinérés dans l'installation, les valeurs calorifiques minimale et maximale et la teneur maximale en substances polluantes telles que PCB, PCP, chlore, fluor, soufre, métaux lourds.

TITRE V. — Dispositions particulières applicables aux installations de coïncinération dans le cas où la combustion de déchets dangereux dans l'installation de coïncinération produit un dégagement de chaleur inférieur ou égal à 40 % de la chaleur totale produite dans cette installation à tout moment de son fonctionnement

CHAPITRE I^{er}. — *Exploitation*

Art. 38. Les installations de coïncinération sont conçues, équipées et exploitées de manière à ce que les gaz résultant de l'incinération des déchets dangereux soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, et même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, à une température de 850 °C au minimum, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion autorisée par l'autorité compétente, pendant au moins deux secondes; s'il s'agit de déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimées en chlore, supérieure à 1 %, la température doit être amenée à 1 100 °C au minimum.

Art. 39. L'installation de coïncinération comporte et met en œuvre un système qui empêche l'alimentation en déchets dangereux :

- 1° pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température d'incinération minimale requise soit atteinte;
- 2° chaque fois que la température est inférieure à la température d'incinération minimale requise;
- 3° chaque fois que les mesures en continu prévues à l'article 23, 1°, montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée, en raison de dérèglements ou de défaillances des systèmes d'épuration.

Art. 40. Le permis peut autoriser des conditions différentes de celles visées à l'article 38 pour certains déchets dangereux. Une telle autorisation est subordonnée au minimum :

- au respect des exigences du présent arrêté, relatives aux valeurs limites d'émission dans les gaz de combustion et dans les gaz d'échappement;
- et à des émissions de dioxines et de furannes inférieures ou égales à celles obtenues en appliquant les conditions prévues à l'article 38.

CHAPITRE II. — *Air*

Art. 41. Les installations de coïncinération sont conçues, équipées et exploitées de manière à éviter le rejet dans l'atmosphère d'émissions entraînant une pollution atmosphérique importante au niveau du sol; en particulier, les gaz d'échappement sont rejetés de manière contrôlée par une cheminée.

La hauteur de la cheminée est calculée de manière à préserver la santé des personnes et l'environnement.

Art. 42. Pour les installations de coïncinération, les dispositions des articles 30 à 31 du présent arrêté s'appliquent uniquement, conformément aux critères fixés à l'annexe III, à la fraction du volume des gaz d'échappement qui résulte de l'incinération de ces déchets dangereux.

Le permis fixe les valeurs limites d'émission appropriées, conformément à l'annexe III, pour les substances polluantes correspondantes émises dans les gaz d'échappement de ces installations.

Art. 43. Les émissions de dioxines et de furannes sont réduites en ayant recours aux techniques les plus avancées. Aucune des valeurs moyennes mesurées ne dépasse la valeur limite de 0,1 ng TE /m³.

Cette valeur limite d'émission renvoie à la concentration totale en dioxines et furannes calculée au moyen du concept d'équivalence toxique conformément à l'annexe II.

Art. 44. Les résultats des mesures effectuées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission fixées aux articles 42 et 43 sont rapportés aux conditions d'uniformisation énoncées à l'article 24.

Pour les mesures de dioxines et furanes, la teneur de référence en oxygène à appliquer pour l'uniformisation des résultats des mesures prévue à l'article 24, § 1^{er}, est celle relative aux installations spécialisées d'incinération, sans préjudice de l'article 24, § 2 et § 3.

Art. 45. Les valeurs limites d'émission sont respectées si :

1° aucune des moyennes journalières ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 42 par l'application des critères de l'annexe III aux dispositions de l'article 30, 1°, et aux dispositions de l'article 31 (en ce qui concerne l'annexe I point a)), et :

- soit aucune des moyennes sur une demi-heure établies sur l'année ne dépassent les valeurs limites d'émission fixées à l'article 42 par l'application des critères de l'annexe III aux dispositions de l'article 31 (en ce qui concerne la colonne A de l'annexe I, point b),

- soit 97 % des moyennes sur une demi-heure établies sur l'année ne dépassent pas les valeurs limites d'émission fixées à l'article 42 par l'application des critères de l'annexe III aux dispositions de l'article 31 (en ce qui concerne la colonne B de l'annexe I, point b);

2° aucune des moyennes sur la période d'échantillonnage prévue à l'annexe I point c) ne dépasse les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 42 par l'application des critères de l'annexe III aux dispositions de l'article 31 (en ce qui concerne l'annexe I point c));

3° les dispositions de l'article 30, 2°, sont respectées, les valeurs limites d'émission en CO correspondantes étant fixées par l'application des critères de l'annexe III.

4° aucune des valeurs moyennes sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum ne dépasse la valeur limite visée à l'article 43 pour les dioxines et furannes.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 46 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif, en ce compris les périodes de démarrage et d'extinction de l'installation lors de l'incinération de déchets dangereux, à partir des valeurs mesurées après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué à l'annexe IV, point 3. Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Les valeurs moyennes sur la période d'échantillonnage ainsi que, dans le cas de mesures périodiques du fluorure d'hydrogène (HF), les valeurs moyennes de HF, sont déterminées selon les modalités prévues à l'article 22.

Art. 46. Conditions d'exploitation anormales

Le permis fixe la durée maximale admissible des arrêts, dérèglements ou défaillances techniquement inévitables des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesure pendant lesquels les concentrations, dans les rejets atmosphériques, des substances réglementées peuvent dépasser les valeurs limites d'émission prévues.

Dans de telles conditions, l'installation ne doit en aucun cas continuer à coinciner des déchets dangereux plus de quatre heures; de plus sa durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

En cas de panne, l'exploitant réduit ou interrompt l'exploitation de l'installation dès que possible, jusqu'à ce qu'elle puisse se remettre à fonctionner normalement. L'alimentation en déchets dangereux est interrompue.

La teneur totale en poussières des rejets ne dépasse en aucun cas 150 mg/m³ exprimée en moyenne sur une demi-heure. Les valeurs limites d'émission fixées pour le COT et le CO à l'article 42 ne peuvent en outre pas être dépassées.

Toutes les autres conditions visées aux articles 8, 38, 39, 40, 41 doivent être respectées.

Art. 47. Le permis fixant les conditions d'implantation, de construction et d'exploitation de l'installation de coïncinération, n'est délivré que s'il ressort de la demande :

1° que les brûleurs de déchets dangereux sont situés et que l'alimentation en déchets est effectuée de manière à assurer un niveau d'incinération aussi complet que possible, et;

2° que, d'après les calculs décrits à l'annexe III, les valeurs limites d'émissions fixées aux articles 42 et 43 sont respectées.

Le permis spécifie le débit minimal et maximal, en termes de masse, des déchets dangereux qui peuvent être coïncinérés dans l'installation, les valeurs calorifiques minimale et maximale et la teneur maximale en substances polluantes telles que PCB, PCP, chlore, fluor, soufre, métaux lourds.

Les résultats des mesures, effectuées dans les six mois suivant le début de l'exploitation, dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, démontrent que les valeurs limites d'émissions fixées aux articles 42 et 43 sont respectées. Pendant cette période, l'autorité compétente peut accorder des dérogations pour permettre la coïncinération de déchets dangereux à concurrence d'un dégagement de chaleur supérieur à 40 % de la chaleur totale produite dans l'installation.

TITRE VI. — Dispositions finales

Art. 48. Les dispositions du présent arrêté sont applicables à partir du 1^{er} juillet 2000 aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération dont le permis d'exploitation initial a été délivré avant le 31 décembre 1996.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux autres installations spécialisées d'incinération et installations de coïncinération dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 49. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 avril 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe I

VALEURS LIMITES DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

a) moyennes journalières :

| | |
|--|----------------------|
| 1°- poussières totales | 10 mg/m ³ |
| 2°- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT) | 10 mg/m ³ |
| 3°- chlorure d'hydrogène (HCl) | 10 mg/m ³ |
| 4°- fluorure d'hydrogène (HF) | 1 mg/m ³ |
| 5°- dioxyde de soufre (SO ₂) | 50 mg/m ³ |

b) moyennes sur une demi-heure :

| | A (100 %) | B (97 %) |
|--|-----------------------|----------------------|
| 1°- poussières totales | 30 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 2°- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT) | 20 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 3°- chlorure d'hydrogène (HCl) | 60 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 4°- fluorure d'hydrogène (HF) | 4 mg/m ³ | 2 mg/m ³ |
| 5°- dioxyde de soufre (SO ₂) | 200 mg/m ³ | 50 mg/m ³ |

c) toutes les moyennes mesurées sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum :

| | | |
|---|---------------------------------|------------------------------------|
| 1°- cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) 2°- thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl) | Au total 0,05 mg/m ³ | Au total 0,1 mg/m ³ (*) |
| 3°- mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) | 0,05 mg/m ³ | 0,1 mg/m ³ (*) |
| 4°- antimoine et ses composés, exprimés en antimoine (Sb) 5°- arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As) 6°- plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb) 7°- chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr) 8°- cobalt et ses composés, exprimés en cobalt (Co) 9°- cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu) 10°- manganèse et ses composés, exprimés en manganèse (Mn) 11°- nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni) 12°- vanadium et ses composés, exprimés en vanadium (V) 13°- étain et ses composés, exprimés en étain (Sn) | Au total 0,5 mg/m ³ | Au total 1 mg/m ³ (*) |

Ces valeurs moyennes s'appliquent également aux émissions correspondantes de métaux lourds et de leurs composés à l'état de gaz ou de vapeur.

(*) pour les installations spécialisées d'incinération et les installations de coïncinération dont le permis d'exploitation initial a été délivré avant le 31 décembre 1996.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2000 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de déchets dangereux.

Namur, le 13 avril 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe II

FACTEURS D'ÉQUIVALENCE POUR LES DIBENZOPARADIOXINES ET LES DIBENZOFURANNES

Pour déterminer la concentration totale (équivalent toxique, TE) visée aux articles 32 et 43, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dibenzoparadioxines et dibenzofurannes énumérés ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (concept d'équivalent toxique) :

| | | Facteur d'équivalence toxique |
|---------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| 2, 3, 7, 8 | Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD) | 1 |
| 1, 2, 3, 7, 8 | Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD) | 0,5 |
| 1, 2, 3, 4, 7, 8 | Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 7, 8, 9 | Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 6, 7, 8 | Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 | Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD) | 0,01 |
| | Octochlorodibenzodioxine (OCDD) | 0,001 |
| 2, 3, 7, 8 | Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF) | 0,1 |
| 2, 3, 4, 7, 8 | Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF) | 0,5 |
| 1, 2, 3, 7, 8 | Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF) | 0,05 |
| 1, 2, 3, 4, 7, 8 | Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 7, 8, 9 | Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 6, 7, 8 | Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF) | 0,1 |
| 2, 3, 4, 6, 7, 8 | Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 | Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF) | 0,01 |
| 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9 | Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF) | 0,01 |
| | Octochlorodibenzofuranne (OCDF) | 0,001 |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2000 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de déchets dangereux.

Namur, le 13 avril 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe III

**DETERMINATION DES VALEURS LIMITES D'EMISSION
POUR LA COINCINERATION DE DECHETS DANGEREUX**

La valeur limite de chaque substance polluante en cause et du monoxyde de carbone contenus dans les gaz d'échappement produits par la coïncinération de déchets dangereux doit être déterminée comme suit :

$$\frac{V_{\text{déchets}} \times C_{\text{déchets}} + V_{\text{procédé}} \times C_{\text{procédé}}}{V_{\text{déchets}} + V_{\text{procédé}}} = C$$

$V_{\text{déchets}}$: volume des gaz d'échappement résultant de l'incinération de déchets dangereux, déterminé à partir des seuls déchets dangereux ayant la plus faible valeur calorifique spécifiée dans le permis et rapporté aux conditions définies à l'article 24. La teneur en oxygène à considérer pour $V_{\text{déchets}}$ est celle relative aux installations spécialisées d'incinération.

Si le dégagement de chaleur résultant de l'incinération de déchets dangereux est inférieur à 10 % du dégagement total de chaleur dans l'installation, la valeur $V_{\text{déchets}}$ doit être calculée à partir d'une quantité (fictive) de déchets qui, s'ils étaient incinérés, produiraient un dégagement de chaleur de 10 %, la chaleur totale dégagée étant fixée.

$C_{\text{déchets}}$: valeurs limites d'émission fixées pour les installations uniquement destinées à l'incinération de déchets dangereux (au minimum les valeurs limites d'émission fixées pour les substances polluantes et le monoxyde de carbone aux articles 30 et 31 et à l'annexe I).

$V_{\text{procédé}}$: volume des gaz d'échappement résultant du fonctionnement de l'installation, y compris de la combustion des combustibles autorisés habituellement utilisés dans l'installation (à l'exclusion des déchets dangereux), déterminé sur la base de la teneur en oxygène fixée par la réglementation à laquelle les émissions doivent être rapportées. En l'absence d'une réglementation pour ce type d'installation, il convient d'utiliser la teneur réelle en oxygène des gaz d'échappement non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'article 24 indique les autres conditions auxquelles les résultats des mesures doivent être rapportés.

$C_{\text{procédé}}$: valeurs limites d'émission des substances polluantes à prendre en considération et du monoxyde de carbone dans les fumées des installations conformes aux dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à ces installations et brûlant les combustibles normalement autorisés (à l'exclusion des déchets dangereux). En l'absence de telles dispositions, ce sont les valeurs limites d'émission fixées dans le permis qui sont utilisées. En l'absence de valeurs fixées dans le permis, ce sont les concentrations massiques réelles qui sont utilisées.

C : valeurs limites d'émission totales pour le monoxyde de carbone et les substances polluantes à prendre en considération, remplaçant les valeurs limites d'émission fixées aux articles 30 et 31 ainsi qu'à l'annexe I. La teneur totale en oxygène remplaçant la teneur en oxygène prévue à l'article 24 § 1, aux fins de l'uniformisation des résultats des mesures, est déterminée sur la base des teneurs mentionnées ci-dessus, en respectant les volumes partiels.

Les substances polluantes et le CO ne résultant pas directement de la combustion de déchets dangereux ou de combustibles (par exemple de matériaux nécessaires à la production ou de produits) ainsi que le CO résultant directement d'une telle incinération ne doivent pas être pris en compte si :

- le processus de production requiert de plus hautes concentrations de CO dans le gaz de combustion
- et
- la valeur $C_{\text{déchets}}$ (définie ci-dessus) pour les dioxines et les furannes est respectée.

En tout état de cause, compte tenu des déchets dangereux autorisés pouvant être coïncinérés, la valeur limite totale d'émission (C) doit être déterminée de manière à réduire au maximum les émissions dans l'environnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2000 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de déchets dangereux.

Namur, le 13 avril 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe IV

TECHNIQUES DE MESURE

1. Les mesures effectuées pour déterminer les concentrations des polluants atmosphériques dans les conduits amenant les gaz doivent être représentatives.

2. L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que les méthodes de mesure de référence utilisées pour l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés, doivent être effectués conformément aux normes CEN élaborées sur la base de commandes passées par la Commission. En attendant l'élaboration de normes CEN, les normes ISO, les normes nationales ou internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente sont applicables.

3. Au niveau des valeurs limites d'émission journalières (calcul des moyennes journalières), les valeurs des intervalles de confiance à 95 % déterminées pour les mesures individuelles ne doivent pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

| | |
|---------------------------|------|
| - monoxyde de carbone | 10 % |
| - dioxyde de soufre | 20 % |
| - poussières totales | 30 % |
| - carbone organique total | 30 % |
| - chlorure d'hydrogène | 40 % |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2000 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de déchets dangereux.

Namur, le 13 avril 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1267

[C — 2000/27209]

13. APRIL 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung über die spezialisierten Verbrennungsanlagen und die Anlagen zur Mitverbrennung gefährlicher Abfälle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957 genehmigten Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, insbesondere des Artikels 175;

Aufgrund der Richtlinie 94/67/EG des Rates vom 16. Dezember 1994 über die Verbrennung gefährlicher Abfälle;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverunreinigung;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser;

Aufgrund des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und sozialer Maßnahmen, durch das Urteil des Schiedshofs Nr. 81/97 vom 17. Dezember 1997, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen und durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1996 zur Ersetzung des Königlichen Erlasses vom 19. Oktober 1988 über die Bezeichnung, die Eigenschaften und den Schwefelgehalt des Dieselgasöls für Straßenfahrzeuge;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

Aufgrund der Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 zur Genehmigung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung;

Aufgrund des am 24. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 22. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Wasser;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission am 13. September 1999 beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaft eine Klage eingereicht hat, durch die Belgien, und insbesondere die Wallonische Region, wegen Verletzung ihrer Vertragsverpflichtungen verurteilt werden soll;

Aufgrund des am 24. März 2000 abgegebenen Gutachtens der des Staatsrats, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratungßßt:

TITEL 1. - Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Definitionen sind auf die spezialisierten Anlagen zur Verbrennung gefährlicher Abfälle und die Anlagen zur Mitverbrennung gefährlicher Abfälle mit oder ohne Rückgewinnung der entstehenden Verbrennungswärme anwendbar.

Folgende Anlagen sind jedoch aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgeschlossen:

1° die Verbrennungsanlagen für Tierabfälle;

2° die Verbrennungsanlagen für Abfälle der Klasse B2 aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege, sofern diese Abfälle aufgrund des Vorhandenseins anderer, in der Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs angeführter Bestandteile keine Gefahr darstellen;

3° die Verbrennungsanlagen für Hausmüll, die ebenfalls nicht mit anderen Abfällen vermischte Abfälle der Klasse B2 aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege behandeln, die aufgrund einer der in der Anlage III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs angeführten Eigenschaften eine Gefahr darstellen können.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° gefährliche Abfälle: jeglicher Abfall im Sinne des Artikels 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

Folgende Abfälle sind jedoch aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgenommen:

a) brennbare flüssige Abfälle, einschließlich der Altöle im Sinne des Artikels 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, unter der Voraussetzung, dass sie den folgenden drei Kriterien entsprechen:

i) der Gehalt an polychlorierten aromatischen Kohlenwasserstoffen, wie die Polychlorbiphenyle (PCB), Polychlorterphenyle (PCT) oder Pentachlorophenole (PCP) liegt nicht über 50 mg/kg;

ii) diese Abfälle werden nicht dadurch gefährlich, dass sie andere, in der Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs erwähnte Bestandteile in Mengen und Konzentrationen enthalten, die mit der Verwirklichung der in Artikel 7 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Zielsetzungen nicht vereinbar sind;

iii) der spezifische Heizwert beträgt mindestens 30 Megajoule pro Kilogramm;

b) alle brennbaren flüssigen Abfälle, die in den unmittelbar bei ihrer Verbrennung entstehenden Abgasen

- keine Emissionen anderer Stoffe,

- keine höheren Emissionskonzentrationen

verursachen können, als diejenigen, die bei der Verbrennung von Gasöl im Sinne von Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1996 zur Ersetzung des Königlichen Erlasses vom 19. Oktober 1988 über die Bezeichnung, die Eigenschaften und den Schwefelgehalt des Dieselgasöls für Straßenfahrzeuge entstehen;

c) die gefährlichen Abfälle, die beim Aufsuchen von Erdöl- oder Erdgasvorkommen und deren Gewinnung auf Bohrseln entstehen und dort verbrannt werden;

d) der Hausmüll im Sinne des Artikels 2, 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Verbrennungsanlage: jede technische Ausrüstung, die zur Verbrennung gefährlicher Abfälle durch Oxidation mit oder ohne Rückgewinnung der entstehenden Verbrennungswärme benutzt wird, einschließlich Vorbehandlung, sowie Pyrolyse oder andere thermische Behandlungsverfahren, zum Beispiel Plasmaverfahren, sofern die dabei entstandenen Stoffe anschließend verbrannt werden.

Die vorliegende Definition umfasst den Standort und die gesamte Anlage, einschließlich der Anlagen zur Annahme, Lagerung und Vorbehandlung der Abfälle, der Verbrennungsöfen, deren Abfall- Brennstoff- und Luftzuführungssysteme, Abgas- und Abwasserbehandlungsanlagen, der Geräte und Vorrichtungen zur Kontrolle der Verbrennungsvorgänge, sowie zur ständigen Aufzeichnung und Überwachung der Verbrennungsbedingungen.

Die Verbrennungsanlagen umfassen einerseits die spezialisierten Verbrennungsanlagen und andererseits die Mitverbrennungsanlagen.

a) spezialisierte Verbrennungsanlage: Anlage, die hauptsächlich zur Abfallverbrennung konzipiert und gebaut wurde und in der gefährliche Abfälle verbrannt werden;

b) Mitverbrennungsanlage: Anlage, die hauptsächlich auf die Herstellung von Energie oder materiellen Erzeugnissen ausgerichtet ist und der gefährliche Abfälle zugeführt werden, insbesondere, indem diese als gewöhnlicher oder zusätzlicher Ersatzbrennstoff benutzt werden.

3° Emissionsgrenzwert: die Massenkonzentration an Schadstoffen, die in den Emissionen der Anlagen während eines bestimmten Zeitraums nicht überschritten werden darf;

4° Betreiber: jede natürliche oder juristische Person, welche die Verbrennungsanlage betreibt oder deren wirtschaftliche Machtausübung oder Befugnis dazu für die Anlage von entscheidender Bedeutung ist;

5° Genehmigung:

a) die Genehmigung zur Installation und zum Betrieb einer in Artikel 11 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Abfallbewirtschaftungsanlage;

b) die in Artikel 14 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche erwähnte Gewinnungsberechtigung;

c) die in Artikel 4 des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden erwähnte Genehmigung zur Erschließung von Halden;

d) die in Artikel 1 der Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 zur Genehmigung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erwähnte Betriebsgenehmigung;

6° zuständige Behörde: die zur Ausstellung der Genehmigung befugte Behörde;

7° technischer Beamter: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder sein Stellvertreter;

8° mit der Überwachung beauftragter Beamter: die in dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind erwähnten Beamten.

TITEL 2. - Auf die spezialisierten Verbrennungsanlagen und Mitverbrennungsanlagen anwendbare Bestimmungen

KAPITEL I. - Allgemeines

Art. 3 - Die Genehmigung gibt ausdrücklich die Arten und Mengen der gefährlichen Abfälle an, die in der Anlage behandelt werden können, sowie die Abfallverbrennungs- oder Mitverbrennungskapazität einer jeden spezialisierten Verbrennungs- oder Mitverbrennungsanlage.

Die Nennkapazität einer jeden spezialisierten Verbrennungs- oder Mitverbrennungsanlage wird unter Angabe einer Wärmekapazität als Referenz der Abfälle in Tonnen Abfall pro Stunde ausgedrückt. Die Stundenkapazität der gesamten Anlage ergibt sich aus der Summe der Kapazitäten einer jeden der spezialisierten Verbrennungs- oder Mitverbrennungsanlagen, aus denen sie sich zusammensetzt.

Art. 4 - Die Genehmigung wird ausgestellt, wenn aus dem Antrag hervorgeht, dass die Anlage derart konzipiert und gebaut wurde und anschließend betrieben wird, dass die geeigneten Maßnahmen zur Verhütung der Umweltverschmutzung getroffen und die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Anforderungen beachtet werden.

KAPITEL II. - Standort und Bau

Art. 5 - Unter Vorbehalt einer auf Gutachten des technischen Beamten gewährten, in der Genehmigung vorgesehenen Abweichung wird die Anlage oder der Betrieb, der die Anlage enthält, mit einer geeichten Brückenwaage mit automatischer Eintragung ausgerüstet und mit einem Computersystem ausgestattet, das zur Kontrolle in Realzeit der Ein- und Ausgänge der Abfälle erforderlich ist. Zur Bestimmung dieser Ausrüstung zieht der Antragsteller zuvor den technischen Beamten zu Rate, der ihm die notwendigen Informationen erteilt.

Art. 6 - Der Betreiber trifft die nötigen Maßnahmen, um Unbefugten den Zutritt zu der Anlage oder dem Betrieb, der die Anlage enthält, zu verbieten.

Unter Vorbehalt einer auf Gutachten des technischen Beamten gewährten Abweichung werden die Teile der Anlage, in denen die gefährlichen Abfälle gelagert werden, mit einer mindestens zwei Meter hohen Umzäunung oder mit anderen gleichwertigen natürlichen oder künstlichen Schutzvorrichtungen umgeben. Mangels dessen wird die gesamte Anlage oder der gesamte Betrieb, der die Anlage enthält, zwangsläufig mit der gleichen Vorrichtung versehen.

Die Zufahrtswege werden mittels einer Pforte oder Schranke geschlossen, die außerhalb der Öffnungszeiten gesperrt bleibt und nur unter Aufsicht des Betreibers oder seines Stellvertreters geöffnet bleiben darf.

Für die Fahrzeuge, die auf das Abladen warten, wird eine den Bedürfnissen der Anlage angepasste Parkfläche eingerichtet.

Der Ein- und Ausgang, sowie die internen Verkehrswege werden derart konzipiert und gebaut, dass ungeachtet der Witterungsverhältnisse innerhalb des Betriebs, der die Anlage enthält, und auf der öffentlichen Straße jegliches Risiko einer Verkehrsstaunung oder eines Unfalls vermieden wird.

Art. 7 - Die Anlagen werden derart konzipiert, installiert, ausgerüstet und betrieben, dass die Belästigungen und Nachteile, die sich für die Nachbarschaft aus dem Betrieb ergeben könnten, wie Lärm, Vibrationen, Staub-, Gas-, Rauch- und Geruchsemissionen, und andere Ausdünstungen, wirksam verhütet und eingeschränkt werden.

Die zur Annahme und Lagerung der gefährlichen Abfälle vorgesehenen Flächen müssen derart konzipiert und betrieben werden, dass der Ableitung jeglichen Schadstoffs in das sowohl Oberflächen- als auch Grundwasser vorgebeugt wird.

Art. 8 - Die spezialisierten Verbrennungs- oder Mitverbrennungsanlagen werden derart betrieben, dass ein möglichst vollständiger Verbrennungs- oder Mitverbrennungsgrad erreicht wird. Dies kann den Einsatz geeigneter Techniken der Abfallvorbehandlung erfordern.

KAPITEL III. - Betrieb

Art. 9 - Der Betreiber trifft hinsichtlich der Anlieferung und Annahme der Abfälle alle erforderlichen Maßnahmen, um die Belastungen der Umwelt, insbesondere die Verunreinigung der Luft, des Bodens, des Oberflächen- und Grundwassers, sowie die Gefahren für die menschliche Gesundheit zu vermeiden oder, sofern dies nicht möglich ist, weitestgehend zu verringern. Diese Maßnahmen müssen mindestens den in den Artikeln 10 und 11 angeführten Anforderungen entsprechen.

Art. 10 - Der Betreiber verfügt vor Annahme der Abfälle in der Verbrennungsanlage über eine Beschreibung der Abfälle mit folgenden Angaben:

1° physikalische und chemische Zusammensetzung der Abfälle, sowie alle zur Beurteilung der Eignung für den vorgesehenen Verbrennungsvorgang erforderlichen Angaben;

2° Gefahrenmerkmale der Abfälle, Stoffe, mit denen sie nicht vermischt werden dürfen, und Vorsichtsmaßnahmen beim Umgang mit den Abfällen.

Art. 11 - Der Betreiber muss vor Annahme der Abfälle in der Verbrennungsanlage mindestens folgende Annahmeverfahren einhalten:

1° Die Masse der Abfälle muss bestimmt werden.

2° Überprüfung der Unterlagen, die in der Verordnung (EWG) Nr. 259/93 des Rates vom 1. Februar 1993 zur Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft und den Verordnungen über die Verbringung gefährlicher Stoffe vorgeschrieben sind.

3° Sofern dies nicht unangemessen ist, sind möglichst vor dem Abladen repräsentative Proben zu entnehmen, um durch Kontrollen zu überprüfen, ob die Abfälle der in Artikel 10 vorgesehenen Beschreibung entsprechen, damit der mit der Überwachung beauftragte Beamte die Art der behandelten Abfälle feststellen kann. Diese Proben sind nach der Verbrennung des Abfalls mindestens einen Monat lang aufzubewahren.

Art. 12 - Bezüglich der industriellen Anlagen oder Unternehmen, die lediglich ihre eigenen Abfälle an ihrem Erzeugungsort verbrennen oder mitverbrennen, kann die Genehmigung von den Bestimmungen des Artikels 11 abweichen, unter der Voraussetzung, dass das gleiche Schutzniveau gewährleistet wird.

Art. 13 - Die bei der Verbrennung oder Mitverbrennung entstehende Wärme wird im Rahmen des Möglichen verwertet.

Art. 14 - Die sich aus dem Betrieb der spezialisierten Verbrennungsanlage oder Mitverbrennungsanlage ergebenden Rückstände werden gemäß der in Sachen Abfälle anwendbaren Gesetzgebung wiederverwertet oder beseitigt.

Art. 15 - Die Beförderung und Zwischenlagerung von Trockenrückständen, insbesondere in Form von Staub, zum Beispiel Kesselstaub, und von Trockenrückständen aus der Abgasbehandlung werden in geschlossenen Behältern vorgenommen.

Art. 16 - Der Betreiber ermittelt vor der Bestimmung der Beseitigungs- oder Wiederverwertungsverfahren durch die entsprechenden Tests die physischen und chemischen Eigenschaften der Rückstände, sowie das Verschmutzungspotential der verschiedenen Verbrennungs- oder Mitverbrennungsrückstände. Die Analyse bezieht sich insbesondere auf den löslichen Teil und die Schwermetalle.

KAPITEL IV. - Wasser

Art. 17 - Die Gelände der spezialisierten Verbrennungsanlagen und Mitverbrennungsanlagen, die Lagerplätze für gefährliche Abfälle enthalten, werden derart konzipiert und betrieben, dass gemäß den Bestimmungen des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe jegliches Eindringen von Schadstoffen in den Boden und in das Grundwasser vermieden wird.

Für das aus dem Gelände der Anlage abfließende Regenwasser, sowie für das verseuchte Wasser, das beim Ausufern oder bei Vorgängen zur Brandbekämpfung anfällt, wird ein Sammelsystem vorgesehen. Dieses wird derart konzipiert, dass Proben zur Analyse dieses Wassers zwecks einer eventuellen Behandlung entnommen werden können, bevor es abgeleitet wird.

Art. 18 - Für jede Ableitung von Abwasser aus einer spezialisierten Verbrennungsanlage oder Mitverbrennungsanlage muss gemäß der in Sachen Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung anwendbare Gesetzgebung eine Genehmigung eingeholt werden.

Art. 19 - Die Ableitung von Abwasser aus der Abgasreinigung in die aquatische Umwelt wird im Rahmen des Möglichen eingeschränkt.

Das Abwasser aus der Abgasreinigung kann nach gesonderter Behandlung in die aquatische Umwelt abgeleitet werden, vorausgesetzt, dass dies durch eine Sonderbestimmung vorgesehen ist und:

- die einschlägigen Anforderungen in Sachen Emissionsgrenzwerte erfüllt werden;
- der in diesem Abwasser enthaltene Massenanteil von Schwermetallen, Dioxinen und Furanen derart verringert wird, dass die in der Zeiteinheit ausgedrückte Masse dieser Stoffe, deren Ableitung ins Wasser genehmigt wird, geringer ist als die Masse, deren Ableitung in die Luft genehmigt wird.

KAPITEL V. - Überwachung und Kontrolle

Art. 20 - In der Genehmigung werden die Spezifikationen für die Messungen zur Überwachung der Parameter, Betriebsbedingungen und Massenkonzentrationen an Schadstoffen, die mit dem Verbrennungsprozess in Zusammenhang stehen, gemäß den Artikeln 22 und 24, sowie den Artikeln 34 und 45 festgelegt.

Art. 21 - Die Genehmigung wird lediglich dann ausgestellt, wenn aus dem Antrag hervorgeht, dass die vorgeschlagenen Messtechniken der Anlage IV entsprechen. Die Werte des Vertrauensbereichs zu 95 %, die den für CO₂, SO₂, HCL, den gesamten Staub und den gesamten organischen Kohlenstoff festgelegten täglichen Emissionsgrenzwerten entsprechen, dürfen die in der Anlage IV, Punkt 3 festgelegten Werte nicht überschreiten.

Der ordnungsgemäße Einbau und Betrieb der automatischen Überwachungsausrüstung werden kontrolliert.

Eine jährliche Eichung wird mittels Nebenmessungen nach den Referenzmethoden durchgeführt, die von einem Laboratorium oder einer zugelassenen Prüfstelle gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung vorgenommen werden.

Ein jährlicher Überprüfungsversuch wird durch die Benutzung bestätigter Sekundärnormalen durchgeführt.

Art. 22 - In der Genehmigung wird Folgendes festgelegt:

- 1° Die Probenahme- und Messverfahren zur Beachtung der Vorschrift, jeden Luftschadstoff regelmäßig zu messen;
- 2° Die Anordnung der Probenahme- und Messpunkte;
- 3° Die Bestimmungen hinsichtlich der regelmäßigen Messungen, einschließlich der Periodizität der Messungen, und in Übereinstimmung mit der Anlage IV;

4° die Art und Weise wie die Messungen schriftlich niedergelegt werden, sowie die Behörden und/oder Beamten, denen sie übermittelt werden.

Art. 23 - Die nachstehenden Messungen werden in der spezialisierten Verbrennungsanlage oder Mitverbrennungsanlage gemäß der Anlage IV durchgeführt:

1° ständige Messungen der in Artikel 30 und in der Anlage I, Punkte a) und b) erwähnten Stoffe;

2° ständige Messungen folgender Betriebsparameter:

a) die in den Artikeln 26 und 28 für die spezialisierten Verbrennungsanlagen und den Artikeln 38 und 40 für die Mitverbrennungsanlagen erwähnte Temperatur;

b) Sauerstoffgehalt, Druck, Temperatur und Wasserdampfgehalt der Abgase;

3° mindestens zweimal jährlich Messungen der in der Anlage I, Punkt c) erwähnten Stoffe und mindestens einmal jedes Trimester der in Artikel 32 erwähnten Stoffe, im Verlauf der ersten zwölf Betriebsmonate allerdings zweimonatliche Messungen;

4° Verweilzeit, entsprechende Mindesttemperatur und Sauerstoffgehalt der Abgase, wie sie in den Artikeln 26 und 28 für die spezialisierten Verbrennungsanlagen und in den Artikeln 38 und 40 für die Mitverbrennungsanlagen festgelegt werden, sind mindestens einmal bei der Inbetriebnahme der spezialisierten Verbrennungsanlage oder Mitverbrennungsanlage unter den für ihren Betrieb voraussichtlich ungünstigsten Bedingungen in geeigneter Weise zu überprüfen.

Die ständige Messung von Fluorwasserstoff (HF) kann entfallen, wenn Behandlungsstufen für HCL angewandt werden, die gewährleisten, dass die in der Anlage I, Punkt a), 3° und Punkt b), 3° erwähnten Emissionsgrenzwerte nicht überschritten werden. In diesem Fall unterliegen die HF-Emissionen regelmäßigen Messungen.

Die ständige Messung des Wasserdampfgehalts ist nicht notwendig, wenn die Abgasproben vor der Emissionsanalyse getrocknet werden.

Die in der Anlage I angeführten Messung der Schadstoffe ist nicht notwendig, wenn die Genehmigung lediglich die Verbrennung oder Mitverbrennung jener gefährlicher Abfälle zulässt, die zu Durchschnittswerten bei diesen Schadstoffen von nicht mehr als 10 % der in der Anlage I erwähnten Emissionsgrenzwerte führen können.

Art. 24 - § 1. Die Ergebnisse der zur Überprüfung der Übereinstimmung mit den festgelegten Emissionsgrenzwerten durchgeführten Messungen beziehen sich auf folgende Bedingungen:

1° Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, wasserfrei;

Sauerstoffgehalt von 11 % für die Abgase der spezialisierten Verbrennungsanlagen;

nach den Angaben der Anlage III berechneter Sauerstoffgehalt für die Abgase der Mitverbrennungsanlagen, unter Beachtung der Teilvolumen, wie dies in der Berechnung des Parameters "C" angegeben wird;

2° lediglich im Fall der Verbrennung oder Mitverbrennung von Altölen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle:

- Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, wasserfrei,

- Sauerstoffgehalt von 3 % für die Abgase der spezialisierten Verbrennungsanlagen;

- nach den Angaben der Anlage III berechneter Sauerstoffgehalt für die Abgase der Mitverbrennungsanlagen, unter Beachtung der Teilvolumen, wie dies in der Berechnung des Parameters "C" angegeben wird;

§ 2. Werden die gefährlichen Abfälle in angereicherter Sauerstoffatmosphäre verbrannt oder mitverbrannt, so können sich die Messungen auf einen Sauerstoffgehalt beziehen, der in der Genehmigung unter Berücksichtigung des Einzelfalls festgelegt wird.

§ 3. Werden die Schadstoffemissionen durch Abgasbehandlung verringert, wird die bezüglich des Sauerstoffgehalts in § 1 vorgesehene Vereinheitlichung der Messergebnisse, was den Sauerstoffgehalt betrifft lediglich dann durchgeführt, wenn der gemessene Sauerstoffgehalt in demselben für den betreffenden Schadstoff maßgeblichen Zeitraum den in § 1 festgelegten Sauerstoffgehalt überschreitet.

Art. 25 - Ergibt sich aus den Messungen, dass die durch den vorliegenden Erlass festgelegten Emissionsgrenzwerte überschritten werden, wird der mit der Überwachung beauftragte Beamte unverzüglich von dem Betreiber davon unterrichtet. Die betreffende Anlage darf nicht mit gefährlichen Abfällen beschickt werden, so lange die Emissionsgrenzwerte nicht eingehalten werden und bis der mit der Überwachung beauftragte Beamte die Wiederaufnahme der Beschickung mit gefährlichen Abfällen genehmigt.

Nach Eingang der Mitteilung des Betreibers über die Einhaltung der Emissionsgrenzwerte entscheidet der mit der Überwachung beauftragte Beamte innerhalb von acht Tagen über die Wiederaufnahme.

TITEL 3. - Auf die spezialisierten Verbrennungsanlagen anwendbare Sonderbestimmungen

KAPITEL I. - Betrieb

Art. 26 - Die spezialisierten Verbrennungsanlagen werden derart konzipiert, ausgerüstet und betrieben, dass die bei der Verbrennung der gefährlichen Abfälle entstehenden Gase nach der letzten Zuführung von Verbrennungsluft in kontrollierter und homogener Weise, wie auch unter den voraussichtlich ungünstigsten Bedingungen an oder nahe an der Innenwand des Feuerraums während mindestens zwei Sekunden bei mindestens 6 % Sauerstoffgehalt auf eine Temperatur von mindestens 850 °C gebracht werden; wenn gefährliche Abfälle mit einem Gehalt von mehr als 1 Gewichtsprozent an halogenierten organischen Stoffen, berechnet als Chloride, verbrannt werden, muss die Temperatur auf mindestens 1 100 °C erhöht werden.

Wird der Feuerraum nur mit gefährlichen Flüssigabfällen oder einer Mischung aus gas- und staubförmigen Stoffen aus einer thermischen Vorbehandlung der gefährlichen Abfälle unter Sauerstoffmangel beschickt und machen die gasförmigen Anteile mehr als 50 % der gesamten Feuerungswärmeleistung aus, muss der Sauerstoffgehalt nach der letzten Zufuhr von Verbrennungsluft mindestens 3 % betragen.

Art. 27 - Die spezialisierten Verbrennungsanlagen werden mit Brennern ausgestattet, die automatisch in Gang gesetzt werden, wenn die Temperatur der Verbrennungsgase nach der letzten Zufuhr von Verbrennungsluft unter die in dem Artikel 26 erwähnte entsprechende Mindesttemperatur absinkt. Diese Brenner werden auch in der Anlaufphase und beim Abschalten der Anlage eingesetzt, damit sichergestellt ist, dass die vorstehend genannte entsprechende Mindesttemperatur während der Verweilzeit der Abfälle in der Verbrennungskammer beibehalten wird.

Während der Anlauf- und Abschaltphase oder wenn die Temperatur der Verbrennungsgase unter die in dem Artikel 26 erwähnten entsprechenden Mindesttemperaturen fällt, dürfen die Brenner nicht mit Brennstoffen befeuert werden, die höhere Emissionen verursachen können, als bei der Verbrennung von Gasöl im Sinne des Artikels 1 des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1996 zur Ersetzung des Königlichen Erlasses vom 19. Oktober 1988 über die Bezeichnung, die Eigenschaften und den Schwefelgehalt des Dieselgasöls für Straßenfahrzeuge, von Flüssiggas oder von Erdgas auftreten.

Die spezialisierte Verbrennungsanlage enthält und bewerkstelligt ein System, das die Beschickung mit gefährlichen Abfällen verhindert, und zwar:

- in der Anlaufphase, bis die erforderliche Mindestverbrennungstemperatur erreicht ist;
- jedes Mal, wenn die erforderliche Mindestverbrennungstemperatur unterschritten wird;
- jedes Mal, wenn aus den in Artikel 23, 1° vorgesehenen ständigen Messungen hervorgeht, dass ein Emissionsgrenzwert aufgrund einer Störung oder eines Ausfalls der Reinigungssysteme überschritten wird.

Art. 28 - In der Genehmigung können Bedingungen zugelassen werden, die von denjenigen des Artikels 26 für bestimmte gefährliche Abfälle abweichen. Eine solche Zulassung unterliegt mindestens:

- der Beachtung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses, die sich auf die Emissionsgrenzwerte in den Verbrennungs- und den Abgasen beziehen;
- und der Beachtung der Aufforderungen, die sich auf die Emissionen an Dioxinen und Furanen von weniger oder gleich jenen Emissionen beziehen, die in Anwendung der in Artikel 26 erwähnten Bedingungen erreicht werden.

KAPITEL II. - Luft

Art. 29 - Die spezialisierten Verbrennungsanlagen werden derart konzipiert, ausgerüstet und betrieben, dass der Ausstoß von Emissionen in die Atmosphäre verhindert wird, die auf Höhe der Erdoberfläche zu einer signifikanten Luftverunreinigung führen; insbesondere werden die Abgase über einen Schornstein auf kontrollierte Weise abgeleitet.

Die Höhe des Schornsteins wird derart berechnet, dass die menschliche Gesundheit und die Umwelt verschont bleiben.

Art. 30 - Während des Betriebs der spezialisierten Verbrennungsanlage dürfen folgende Grenzwerte der Konzentration an Kohlenmonoxid (CO) im Verbrennungsgas nicht überschritten werden:

- 1° 50 mg/m³ Verbrennungsgas, gemessen als täglicher Durchschnittswert;
- 2° 150 mg/m³ Verbrennungsgas von mindestens 95 % aller in einem beliebigen Zeitraum von vierundzwanzig Stunden gemessenen Zehnminuten-Durchschnittswerte oder 100 mg/m³ Verbrennungsgas sämtlicher im gleichen Zeitraum gemessenen Halbstunden-Durchschnittswerte.

Art. 31 - Die spezialisierten Verbrennungsanlagen werden derart konzipiert, ausgerüstet und betrieben, dass mindestens die in der Anlage 1 festgelegten Grenzwerte in den Abgasen nicht überschritten werden.

Art. 32 - Die Emissionen an Dioxinen und Furanen werden mit Hilfe der fortschrittlichsten Techniken verringert. Keiner der gemessenen Durchschnittswerte darf den Grenzwert von 0,1 ng TE/m³ überschreiten.

Dieser Emissionsgrenzwert verweist auf die gesamte Konzentration an Dioxinen und Furanen, die unter Benutzung des Begriffs Schadstoff-Gleichwert gemäß der Anlage II berechnet wird.

Art. 33 - Die Ergebnisse der zur Überprüfung der Übereinstimmung mit den in den Artikeln 30, 31, 32 und der Anlage I festgelegten Emissionsgrenzwerten durchgeführten Messungen beziehen sich auf die in Artikel 24 angeführten Vereinheitlichungsbedingungen.

Art. 34 - Die Emissionsgrenzwerte gelten als eingehalten, wenn:

1° kein Tagesdurchschnitt die in Artikel 30, 1° und der Anlage I, Punkt a) festgelegten Grenzwerte überschreitet und:

- entweder keiner der halbstündlichen Durchschnittswerte im Zeitraum eines Jahres die Emissionsgrenzwerte der Spalte A der Anlage I, Punkt b) überschreitet;

- oder 97 % der halbstündlichen Durchschnittswerte im Zeitraum eines Jahres die Emissionsgrenzwerte der Spalte B der Anlage I, Punkt b) nicht überschreiten;

2° keiner der Durchschnittswerte in dem in der Anlage I, Punkt c) erwähnten Probenahmezeitraum die in besagtem Punkt festgelegten Grenzwerte überschreitet;

3° die Bestimmungen des Artikels 30, 2° eingehalten werden;

4° keiner der Durchschnittswerte im Probenahmezeitraum von mindestens sechs Stunden und höchstens acht Stunden den in Artikel 32 erwähnten Grenzwert für die Dioxine und Furane überschreitet.

Die innerhalb der in Artikel 35 erwähnten Zeiträumen ermittelten Durchschnittswerte werden nicht in Betracht gezogen, um die Einhaltung der Grenzwerte zu beurteilen.

Die halbstündlichen und die zehnmütlichen Durchschnittswerte werden innerhalb der tatsächlichen Betriebszeit, einschließlich der Anlauf- und Abschaltphasen bei der Verbrennung gefährlicher Abfälle, aus den gemessenen Werten nach Abzug des in der Anlage IV, Punkt 3 angegebenen Vertrauensbereichswerts ermittelt. Die Tagesdurchschnittswerte werden anhand dieser validierten Durchschnittswerte bestimmt.

Die Durchschnittswerte im Probenahmezeitraum und, im Falle regelmäßiger Messungen von Fluorwasserstoff (HF), die Durchschnittswerte für HF werden gemäß den in Artikel 22 erwähnten Modalitäten ermittelt.

Art. 35 - Anormale Betriebsbedingungen

In der Genehmigung wird für technisch unvermeidbare Betriebseinstellungen, -störungen oder -ausfälle der Reinigungs- oder der Messsysteme der höchstzulässige Zeitraum festgelegt, in dem die Konzentrationen der Stoffe in den Emissionen in die Luft die vorgesehenen Emissionsgrenzwerte überschreiten dürfen. Unter solchen Umständen darf die Verbrennung gefährlicher Abfälle in der Anlage keinesfalls länger als vier Stunden ohne Unterbrechung fortgesetzt werden; außerdem muss die auf ein ganzes Jahr bezogene Gesamtzeit des Betriebs unter diesen Bedingungen unter sechzig Stunden liegen.

Bei einem Ausfall hat der Betreiber den Betrieb so schnell wie möglich bis zur Wiederherstellung normaler Betriebsbedingungen zu verringern oder einzustellen.

Der Gehalt an Staub insgesamt in den Emissionen darf den halbstündlichen Durchschnittswert von 150 mg/m^3 unter keinen Umständen überschreiten. Außerdem darf der in der Anlage I, Punkt a), 2° und Punkt b) 2° festgelegte Emissionsgrenzwert für TOD, sowie der in Artikel 30 festgelegte Emissionsgrenzwert für CO nicht überschritten werden.

Alle anderen in den Artikeln 8, 26, 27, 28 und 29 erwähnten Bedingungen sind einzuhalten.

TITEL 4 - Auf die Mitverbrennungsanlagen anwendbare Sonderbestimmungen im Falle einer Wärmeentwicklung durch die Verbrennung gefährlicher Abfälle in der Mitverbrennungsanlage, die 40 % der in dieser Anlage erzeugten Gesamtwärme überschreitet

Art. 36 - Falls die Verbrennung gefährlicher Abfälle in der Mitverbrennungsanlage eine Wärme entwickelt, die zu irgendwelchem Zeitpunkt des Betriebs 40 % der in dieser Anlage erzeugten Gesamtwärme überschreitet, sind die Artikel 26 bis 35 anwendbar.

Für die in Artikel 24, § 1 vorgesehene Vereinheitlichung der Messergebnisse ist der maßgebende Sauerstoffgehalt anzuwenden, der sich unbeschadet des Artikels 24, § 2 und § 3 auf die spezialisierten Verbrennungsanlagen bezieht.

Art. 37 - Falls die Verbrennung gefährlicher Abfälle in der Mitverbrennungsanlage eine Wärme entwickelt, die zu irgendwelchem Zeitpunkt des Betriebs 40 % der in dieser Anlage erzeugten Gesamtwärme überschreitet, werden in der Genehmigung die minimalen und maximalen Massenströme der gefährlichen Abfälle, die in der Anlage mitverbrannt werden, ihr geringster und höchster Heizwert und ihr maximaler Gehalt an Schadstoffen, wie beispielsweise PCB, PCP, Chlor, Fluor, Schwefel und Schwermetalle, angegeben.

TITEL 5 - Auf die Mitverbrennungsanlagen anwendbare Sonderbestimmungen im Falle einer Wärmeentwicklung durch die Verbrennung gefährlicher Abfälle in der Mitverbrennungsanlage, die zu jedem Zeitpunkt des Betriebs 40 % der in dieser Anlage erzeugten Gesamtwärme nicht überschreitet**KAPITEL I. - Betrieb**

Art. 38 - Die Mitverbrennungsanlagen werden derart konzipiert, ausgerüstet und betrieben, dass die bei der Verbrennung der gefährlichen Abfälle entstehenden Gase nach der letzten Zuführung von Verbrennungsluft in kontrollierter und homogener Weise, wie auch unter den voraussichtlich ungünstigsten Bedingungen an oder nahe an der Innenwand des Feuerraums oder an jeder anderen repräsentativen Stelle des letzteren während mindestens zwei Sekunden auf eine Temperatur von mindestens 850 °C gebracht werden; wenn gefährliche Abfälle mit einem Gehalt von mehr als 1 Gewichtsprozent an halogenierten organischen Stoffen, berechnet als Chloride, verbrannt werden, muss die Temperatur auf mindestens $1\ 100 \text{ °C}$ erhöht werden.

Art. 39 - Die Mitverbrennungsanlage enthält und bewerkstelligt ein System, das die Beschickung mit gefährlichen Abfällen verhindert, und zwar:

- in der Anlaufphase, bis die erforderliche Mindestverbrennungstemperatur erreicht ist;
- jedes Mal, wenn die erforderliche Mindestverbrennungstemperatur unterschritten wird;
- jedes Mal, wenn aus den in Artikel 23, 1° vorgesehenen ständigen Messungen hervorgeht, dass ein Emissionsgrenzwert aufgrund einer Störung oder eines Ausfalls der Reinigungssysteme überschritten wird.

Art. 40 - In der Genehmigung können Bedingungen zugelassen werden, die von denjenigen des Artikels 38 für bestimmte gefährliche Abfälle abweichen. Eine solche Zulassung unterliegt mindestens:

- der Beachtung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses, die sich auf die Emissionsgrenzwerte in den Verbrennungs- und den Abgasen beziehen;
- und der Beachtung der Aufforderung, die sich auf die Emissionen an Dioxinen und Furanen von weniger oder gleich jenen Emissionen beziehen, die in Anwendung der in Artikel 38 erwähnten Bedingungen erreicht werden.

KAPITEL II. - Luft

Art. 41 - Die Mitverbrennungsanlagen werden derart konzipiert, ausgerüstet und betrieben, dass der Ausstoß von Emissionen in die Atmosphäre verhindert wird, die auf Höhe der Erdoberfläche zu einer signifikanten Luftverunreinigung führen; insbesondere werden die Abgase über einen Schornstein auf kontrollierte Weise abgeleitet.

Die Höhe des Schornsteins wird derart berechnet, dass die menschliche Gesundheit und die Umwelt verschont bleiben.

Art. 42 - Für die Mitverbrennungsanlagen sind die Bestimmungen der Artikel 30 bis 31 des vorliegenden Erlasses gemäß der in der Anlage III festgelegten Kriterien lediglich auf den Teil des Abgasvolumens anwendbar, der bei der Verbrennung dieser gefährlichen Abfällen entsteht.

In der Genehmigung werden gemäß der Anlage III für die entsprechenden Schadstoffe, die in den Abgasen dieser Anlage ausgestoßen werden, die geeigneten Emissionsgrenzwerte angegeben.

Art. 43 - Die Emissionen an Dioxinen und Furanen werden mit Hilfe der fortschrittlichsten Techniken verringert. Keiner der gemessenen Durchschnittswerte darf den Grenzwert von $0,1 \text{ ng TE/m}^3$ überschreiten.

Dieser Emissionsgrenzwert verweist auf die gesamte Konzentration an Dioxinen und Furanen, die unter Benutzung des Begriffs Schadstoff-Gleichwert gemäß der Anlage II berechnet wird.

Art. 44 - Die Ergebnisse der zur Überprüfung der Übereinstimmung mit den in den Artikeln 42 und 43 festgelegten Emissionsgrenzwerten durchgeführten Messungen beziehen sich auf die in Artikel 24 angeführten Vereinheitlichungsbedingungen.

Was die Messungen der Dioxine und Furane betrifft, ist für die in Artikel 24, § 1 vorgesehene Vereinheitlichung der Messergebnisse der maßgebende Sauerstoffgehalt anzuwenden, der sich unbeschadet des Artikels 24, § 2 und § 3 auf die spezialisierten Verbrennungsanlagen bezieht.

Art. 45 - Die Emissionsgrenzwerte gelten als eingehalten, wenn:

1° keiner der Tagesdurchschnitte die durch die Anwendung der Kriterien der Anlage III auf die Bestimmungen des Artikels 30, 1° und auf die Bestimmungen des Artikels 31 (was die Anlage I, Punkt a) betrifft) in Artikel 42, 1° festgelegten Grenzwerte überschreitet und:

- entweder keiner der halbstündlichen Durchschnittswerte im Zeitraum eines Jahres die durch die Anwendung der Kriterien der Anlage III auf die Bestimmungen des Artikels 31 (was die Spalte A der Anlage I, Punkt b) betrifft) in Artikel 42 festgelegten Emissionsgrenzwerte überschreitet;

- oder 97 % der halbstündlichen Durchschnittswerte im Zeitraum eines Jahres die durch die Anwendung der Kriterien der Anlage III auf die Bestimmungen des Artikels 31 (was die Spalte B der Anlage I, Punkt b) betrifft) in Artikel 42 festgelegten Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten;

2° keiner der Durchschnittswerte in dem in der Anlage I, Punkt c) erwähnten Probenahmezeitraum die in Artikel 42 durch die Anwendung der Kriterien der Anlage III auf die Bestimmungen des Artikels 31 festgelegten Grenzwerte (was die Anlage I, Punkt c) betrifft) überschreitet;

3° die Bestimmungen des Artikels 30, 2° eingehalten werden, wobei die entsprechenden Emissionsgrenzwerte für CO durch die Kriterien der Anlage III festgelegt werden;

4° keiner der Durchschnittswerte im Probenahmezeitraum von mindestens sechs Stunden und höchstens acht Stunden den in Artikel 43 erwähnten Grenzwert für die Dioxine und Furane überschreitet.

Die innerhalb der in Artikel 46 erwähnten Zeiträume ermittelten Durchschnittswerte werden nicht in Betracht gezogen, um die Einhaltung der Grenzwerte zu beurteilen.

Die halbstündlichen und die zehnminütlichen Durchschnittswerte werden innerhalb der tatsächlichen Betriebszeit, einschließlich der Anlauf- und Abschaltphasen bei der Verbrennung gefährlicher Abfälle, aus den gemessenen Werten nach Abzug des in der Anlage IV, Punkt 3 angegebenen Vertrauensbereichswerts ermittelt. Die Tagesdurchschnittswerte werden anhand dieser validierten Durchschnittswerte bestimmt.

Die Durchschnittswerte im Probenahmezeitraum und, im Falle regelmäßiger Messungen von Fluorwasserstoff (HF), die Durchschnittswerte für HF werden gemäß den in Artikel 22 erwähnten Modalitäten ermittelt.

Art. 46 - Anormale Betriebsbedingungen

In der Genehmigung wird für technisch unvermeidbare Betriebseinstellungen, -störungen oder -ausfälle der Reinigungs- oder der Messsysteme der höchstzulässigen Zeitraum festgelegt, in dem die Konzentrationen der Stoffe in den Emissionen in die Luft die vorgesehenen Emissionsgrenzwerte überschreiten dürfen. Unter solchen Umständen darf die Mitverbrennung gefährlicher Abfälle in der Anlage keinesfalls länger als vier Stunden ohne Unterbrechung fortgesetzt werden; außerdem muss die auf ein ganzes Jahr bezogene Gesamtzeit des Betriebs unter diesen Bedingungen unter sechzig Stunden liegen.

Bei einem Ausfall hat der Betreiber den Betrieb so schnell wie möglich bis zur Wiederherstellung normaler Betriebsbedingungen zu verringern oder einzustellen. Die Beschickung mit gefährlichen Abfällen wird unterbrochen.

Der Gehalt an Staub insgesamt in den Emissionen darf den halbstündlichen Durchschnittswert von 150 mg/m³ unter keinen Umständen überschreiten. Außerdem dürfen die in Artikel 42 für TOD und CO festgelegten Emissionsgrenzwerte nicht überschritten werden.

Alle anderen in den Artikeln 8, 38, 39, 40 und 41 erwähnten Bedingungen sind einzuhalten.

Art. 47 - Die Genehmigung, in der die Bedingungen für den Standort, Bau und Betrieb der Mitverbrennungsanlage festgelegt werden, wird lediglich dann ausgestellt, wenn aus dem Antrag hervorgeht, dass:

1° die Brenner für gefährliche Abfälle derart installiert und die Abfälle derart zugeführt werden, dass ein möglichst vollständiger Verbrennungsgrad erreicht wird, und

2° nach den in der Anlage III angegebenen Berechnungen die in den Artikeln 42 und 43 festgelegten Emissionsgrenzwerte eingehalten werden.

In der Genehmigung werden die minimalen und maximalen Massenströme der gefährlichen Abfälle, die in der Anlage mitverbrannt werden können, ihr geringster und höchster Heizwert und ihr maximaler Gehalt an Schadstoffen, wie beispielsweise PCB, PCP, Chlor, Fluor, Schwefel und Schwermetalle, angegeben.

Die innerhalb der sechs Monate ab der Inbetriebnahme der Anlage unter den voraussichtlich ungünstigsten Bedingungen durchgeführten Messergebnisse erbringen den Nachweis, dass die in den Artikeln 42 und 43 festgelegten Emissionsgrenzwerte eingehalten werden. Während dieses Zeitraums kann die zuständige Behörde nur Abweichungen gewähren, um die Mitverbrennung gefährlicher Abfälle zu ermöglichen, deren Wärmeentwicklung 40 % der in der Anlage erzeugten Gesamtwärme überschreitet.

TITEL VI. - Schlussbestimmungen

Art. 48 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind ab dem 1. Juli 2000 auf die spezialisierten Verbrennungsanlagen und Mitverbrennungsanlagen anwendbar, deren ursprüngliche Betriebsgenehmigung vor dem 31. Dezember 1996 ausgestellt wurde.

Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind ab dessen Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die anderen spezialisierten Verbrennungsanlagen und Mitverbrennungsanlagen anwendbar.

Art. 49 - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. April 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage I

GRENZWERTE DER EMISSIONEN IN DIE LUFT

a) tägliche Durchschnittswerte:

| | |
|---|----------------------|
| 1° Staub insgesamt | 10 mg/m ³ |
| 2° Organische Stoffe in Form von Gas oder Dampf, ausgedrückt in gesamtem organischem Kohlenstoff (TOD) | 10 mg/m ³ |
| 3° Chlorwasserstoff (HCL) | 10 mg/m ³ |
| 4° Fluorwasserstoff (HF) | 1 mg/m ³ |
| 5° Schwefeldioxid (SO ₂) | 50 mg/m ³ |

b) halbstündliche Durchschnittswerte:

| | A (100 %) | B (97 %) |
|---|-----------------------|----------------------|
| 1° Staub insgesamt | 30 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 2° Organische Stoffe in Form von Gas oder Dampf, ausgedrückt in gesamtem organischem Kohlenstoff (TOD) | 20 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 3° Chlorwasserstoff (HCL) | 60 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 4° Fluorwasserstoff (HF) | 4 mg/m ³ | 2 mg/m ³ |
| 5° Schwefeldioxid (SO ₂) | 200 mg/m ³ | 50 mg/m ³ |

c) alle Durchschnittswerte in einem Probenahmezeitraum von mindestens einer halben Stunde und höchstens acht Stunden

| | | |
|---|----------------------------------|-------------------------------------|
| 1° Kadmium und seine Verbindungen in Kadmium (Cd) ausgedrückt 2° Thallium und seine Verbindungen in Thallium (Th) ausgedrückt | Insgesamt 0,05 mg/m ³ | Insgesamt 0,1 mg/m ³ (*) |
| 3° Quecksilber und seine Verbindungen in Quecksilber (Hg) ausgedrückt | 0,05 mg/m ³ | 0,1 mg/m ³ (*) |
| 4° Antimon und seine Verbindungen in Antimon ausgedrückt (Sb) 5° Arsen und seine Verbindungen in Arsen (As) ausgedrückt 6° Blei und seine Verbindungen in Blei (Pb) ausgedrückt 7° Chrom und seine Verbindungen in Chrom (Cr) ausgedrückt 8° Kobalt und seine Verbindungen in Kobalt (Co) ausgedrückt 9° Kupfer und seine Verbindungen in Kupfer (Cu) ausgedrückt 10° Mangan und seine Verbindungen in Mangan (Mn) ausgedrückt 11° Nickel und seine Verbindungen in Nickel (Ni) ausgedrückt 12° Vanadium und seine Verbindungen in Vanadium (V) ausgedrückt 13° Zinn und seine Verbindungen in Zinn (Sn) ausgedrückt | Insgesamt 0,5 mg/m ³ | Insgesamt 1 mg/m ³ (*) |

Diese Durchschnittswerte sind ebenfalls auf die entsprechenden Emissionen von Schwermetallen und ihren Verbindungen in Form von Gas oder Dampf anwendbar.

(*) betrifft die spezialisierten Verbrennungsanlagen und Mitverbrennungsanlagen, deren ursprüngliche Betriebsgenehmigung vor dem 31. Dezember 1996 ausgestellt wurde.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. April 2000 über die spezialisierten Verbrennungsanlagen und die Anlagen zur Mitverbrennung gefährlicher Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 13. April 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage II

ÄQUIVALENZFAKTOREN FÜR DIBENZOPARADIOXINE UND DIBENZOFURANE

Um die in den Artikeln 32 und 43 erwähnte gesamte Konzentration (toxisches Äquivalent, TE) zu bestimmen, ist es angebracht, bevor diese summiert werden, die Massenkonzentrationen nachstehender Dibenzoparadioxine und Dibenzofurane mit folgenden Äquivalenzfaktoren zu multiplizieren (Konzept des toxischen Äquivalents):

| | | Toxischer Äquivalenzfaktor |
|---------------------|----------------------------------|----------------------------|
| 2, 3, 7, 8 | Tetrachlorodibenzodioxin (TCDD) | 1 |
| 1, 2, 3, 7, 8 | Pentachlorodibenzodioxin (PeCDD) | 0,5 |
| 1, 2, 3, 4, 7, 8 | Hexachlorodibenzodioxin (HxCDD) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 7, 8, 9 | Hexachlorodibenzodioxin (HxCDD) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 6, 7, 8 | Hexachlorodibenzodioxin (HxCDD) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 | Heptachlorodibenzodioxin (HpCDD) | 0,01 |
| | Octochlorodibenzodioxin (OCDD) | 0,001 |
| 2, 3, 7, 8 | Tetrachlorodibenzofuran (TCDF) | 0,1 |
| 2, 3, 4, 7, 8 | Pentachlorodibenzofuran (PeCDF) | 0,5 |
| 1, 2, 3, 7, 8 | Pentachlorodibenzofuran (PeCDF) | 0,05 |
| 1, 2, 3, 4, 7, 8 | Hexachlorodibenzofuran (HxCDF) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 7, 8, 9 | Hexachlorodibenzofuran (HxCDF) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 6, 7, 8 | Hexachlorodibenzofuran (HxCDF) | 0,1 |
| 2, 3, 4, 6, 7, 8 | Hexachlorodibenzofuran (HxCDF) | 0,1 |
| 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 | Heptachlorodibenzofuran (HpCDF) | 0,01 |
| 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9 | Heptachlorodibenzofuran (HpCDF) | 0,01 |
| | Octochlorodibenzofuran (OCDF) | 0,001 |

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. April 2000 über die spezialisierten Verbrennungsanlagen und die Anlagen zur Mitverbrennung gefährlicher Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 13. April 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage III

BESTIMMUNG DER EMISSIONSGRENZWERTE FÜR DIE MITVERBRENNUNG GEFÄHRLICHER ABFÄLLE

Der Grenzwert für jeden erfassten Schadstoff und für Kohlenmonoxid in den von der Mitverbrennung gefährlicher Abfälle verursachten Abgasen, muss folgendermaßen berechnet werden:

$$\frac{V_{\text{Abfälle}} \times C_{\text{Abfälle}} + V_{\text{Verfahren}} \times C_{\text{Verfahren}}}{V_{\text{Abfälle}} + V_{\text{Verfahren}}} = C$$

$V_{\text{Abfälle}}$: Abgasvolumen aus der Verbrennung gefährlicher Abfälle, das nach dem Abfall mit dem geringsten in der Genehmigung angegebenen Heizwert bestimmt wird und sich auf die Bedingungen des Artikels 24 bezieht. Für $V_{\text{Abfälle}}$ ist der Sauerstoffgehalt der spezialisierten Verbrennungsanlagen in Betracht zu ziehen.

Beträgt die Wärmemenge aus der Verbrennung gefährlicher Abfälle weniger als 10 % der in der Anlage abgegebenen Gesamtwärmemenge, so ist der Wert $V_{\text{Abfälle}}$ anhand einer (angenommenen) Menge von Abfall zu berechnen, die unter Zugrundelegung einer unveränderlichen Gesamtwärmemenge bei der Verbrennung 10 % dieser Gesamtwärmemenge entsprechen würde.

$C_{\text{Abfälle}}$: Emissionsgrenzwerte für Anlagen, die ausschließlich zur Verbrennung gefährlicher Abfälle bestimmt sind (mindestens die Emissionsgrenzwerte für die in den Artikeln 30 und 31 und der Anlage I festgelegten Schadstoffe und Kohlenmonoxid).

$V_{\text{Verfahren}}$: Abgasvolumen aus dem in der Anlage angewandten Verfahren einschließlich der Verbrennung der zugelassenen und in der Anlage üblicherweise benutzten Brennstoffe (gefährliche Abfälle ausgeschlossen), das auf der Grundlage der Bezugssauerstoffgehalte nach der Gesetzgebung ermittelt wird. Soweit für diese Anlagen keine Regelungen bestehen, ist der tatsächliche Sauerstoffgehalt im Abgas ohne Verdünnung durch Zufuhr von Luft, die für das Verfahren nicht notwendig ist, maßgebend. Der Bezug auf die übrigen Bedingungen ist in Artikel 24 festgelegt.

$C_{\text{Verfahren}}$: Emissionsgrenzwerte der in Betracht zu ziehenden Schadstoffe und von Kohlenmonoxid in den Abgasen der Anlagen gemäß den gesetzlichen Bestimmungen für derartige Anlagen bei der Verbrennung der üblicherweise zugelassenen Brennstoffe (gefährliche Abfälle ausgeschlossen) einhalten. Bestehen solche Vorschriften nicht, so werden die in der Genehmigung festgelegten Emissionsgrenzwerte verwendet. Gibt es solche Genehmigungswerte nicht, so werden die tatsächlichen Massenkonzentrationen verwendet.

C : Gesamtemissionsgrenzwerte für CO und die in Betracht zu ziehenden Schadstoffe, welche die in den Artikel 30 und 31 und der Anlage I festgelegten Emissionsgrenzwerte ersetzen. Der Gesamtsauerstoffgehalt, der den in Artikel 24, § 1 vorgesehenen Sauerstoffgehalt zur Vereinheitlichung der Messergebnisse ersetzt, wird unter Berücksichtigung der Teilvolumen auf der Grundlage des oben genannten Gehalts berechnet.

Schadstoffe und CO, die nicht unmittelbar aus der Verbrennung gefährlicher Abfälle oder der Verbrennung von Brennstoffen entstehen (beispielsweise aus Materialien, die für die Produktion erforderlich sind oder aus Produkten), sowie CO, das unmittelbar bei dieser Verbrennung entsteht, sind nicht zu berücksichtigen, wenn:

höhere Konzentrationen an CO im Verbrennungsgas für den Produktionsprozess erforderlich sind und

der Wert $C_{\text{Abfälle}}$ (gemäß der vorstehenden Definition) für Dioxine und Furane eingehalten wird.

In jedem Fall muss bei der Mitverbrennung der zugelassenen gefährlichen Abfälle der Gesamtemissionsgrenzwert (C) so berechnet werden, dass die Emissionen in die Umwelt möglichst gering gehalten werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. April 2000 über die spezialisierten Verbrennungsanlagen und die Anlagen zur Mitverbrennung gefährlicher Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 13. April 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage IV

MESSTECHNIKEN

Die Messungen zur Ermittlung der Konzentrationen von Luftschadstoffen in Abgasleitungen sind in repräsentativer Weise durchzuführen.

Die Probenahme und Analyse aller Schadstoffe, einschließlich der Dioxine und Furane, sowie die Referenzmessverfahren zur Eichung automatisierter Messsysteme sind nach CEN-Normen durchzuführen, die aufgrund von Aufträgen der Kommission erarbeitet werden. Bis entsprechende CEN-Normen zur Verfügung stehen, sind ISO-Normen, nationale oder internationale Normen anzuwenden, durch die Ergebnisse von gleichwertiger wissenschaftlicher Qualität gewährleistet sind.

Hinsichtlich der täglichen Emissionsgrenzwerte (Berechnung der Tagesdurchschnittswerte) dürfen die für die individuellen Messungen bestimmten Werte der Vertrauensbereiche zu 95 % die nachstehenden Prozentsätze nicht überschreiten:

| | |
|----------------------------------|------|
| Kohlenmonoxid | 10 % |
| Schwefeldioxid | 20 % |
| Staub insgesamt | 30 % |
| gesamter organischer Kohlenstoff | 30 % |
| Chlorwasserstoff | 40 % |

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. April 2000 über die spezialisierten Verbrennungsanlagen und die Anlagen zur Mitverbrennung gefährlicher Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 13. April 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1267

[C — 2000/27209]

13 APRIL 2000. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en de installaties voor het bijstoken van gevaarlijke afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 175;

Gelet op richtlijn 94/67/EG van de Raad van 16 december 1994 betreffende de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoomtuigen en de stoomketels;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

Gelet op het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water;

Gelet op het decreet van 13 juni 1991 betreffende de vrije toegang van de burgers tot gegevens over het leefmilieu;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, bij het arrest nr. 81/97 van het arbitragehof van 17 december 1997, bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer en bij het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot vervanging van het koninklijk besluit van 19 oktober 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de gasolie-diesel voor wegvoertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

Gelet op de regentsbesluiten van 11 februari 1946 en 27 september 1947 houdende goedkeuring van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, gegeven op 24 februari 2000;

Gelet op het advies van de Watercommissie, gegeven op 22 februari 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Europese Gemeenschap op 13 september 1999 een verzoekschrift heeft ingediend bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen om België, en meer bepaald het Waalse Gewest, te laten veroordelen wegens het niet nakomen van de door het Verdrag opgelegde verplichtingen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 maart 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. De in dit besluit bedoelde voorschriften zijn van toepassing op gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en op installaties voor het bijstoken van gevaarlijke afvalstoffen, al dan niet met terugwinning van de geproduceerde warmte.

De volgende installaties vallen echter niet onder de toepassing van dit besluit :

1° de verbrandingsinstallaties voor dierlijke afvalstoffen;

2° de verbrandingsinstallaties voor ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse B2, voor zover de afvalstoffen geen gevaar inhouden wegens de aanwezigheid van andere bestanddelen bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

3° de verbrandingsinstallaties voor huishoudelijke afvalstoffen waar ook ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse B2 wordt behandeld dat niet gemengd is met andere afval dat gevaarlijk kan zijn wegens één of andere eigenschappen bedoeld in bijlage III bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "gevaarlijke afvalstoffen" : afvalstoffen in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

De volgende gevaarlijke afvalstoffen vallen echter niet onder de toepassing van dit besluit :

a) brandbare vloeibare afvalstoffen, met inbegrip van afgewerkte oliën in de zin van artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën, indien zij voldoen aan de volgende drie criteria :

i) de concentratie gepolychloroerde aromatische koolwaterstoffen, bijvoorbeeld polychloorbifenylen (PCB's), plyphloorterfenylen (PCT's) of pentachloorfenol (PCP), is niet hoger dan 50 mg/kg;

ii) deze afvalstoffen zijn niet gevaarlijk ten gevolge van de aanwezigheid van andere bestanddelen, die vermeld staan in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, in hoeveelheden of concentraties die onverenigbaar zijn met de doelstellingen waarvan sprake in artikel 7 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

iii) de netto calorische waarde bedraagt ten minste 30 MJ per kg;

b) brandbare vloeibare afvalstoffen die in de gassen die rechtstreeks bij hun verbranding ontstaan, geen aanleiding kunnen geven tot :

- andere emissies dan die van de verbranding van gasolie zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot vervanging van het koninklijk besluit van 19 oktober 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de gasolie-diesel voor wegvoertuigen;

- een hogere concentratie van emissies dan die veroorzaakt door de verbranding van de aldus omschreven gasolie;

c) gevaarlijke afvalstoffen die ontstaan bij de exploratie en de exploitatie van olie- en gasbronnen vanaf offshore-installaties en die aan boord worden verbrand;

d) huishoudelijke afvalstoffen, zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° "verbrandingsinstallatie" : technische inrichting voor de verbranding door oxidatie van gevaarlijke afvalstoffen, al dan niet met terugwinning van de geproduceerde verbrandingswarmte, met inbegrip van voorbehandeling, pyrolyse of andere thermische behandelingsprocessen, bijvoorbeeld het plasmaproces, voor zover de producten daarvan vervolgens worden verbrand. Deze definitie slaat op de site en de gehele installatie met de voorzieningen voor de inontvangstname van afval, opslag en voorbehandeling, de verbrandingsoven, de systemen voor de toevoer van afval, brandstof en lucht, de voorzieningen voor rookgas- en afvalwaterbehandeling, alsook de apparatuur en systemen voor de regeling van het verbrandingsproces en voor het continu registreren en bewaken van de verbrandingsomstandigheden.

De verbrandingsinstallaties omvatten, enerzijds, de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en, anderzijds, de installaties voor bijstoken.

a) gespecialiseerde verbrandingsinstallatie : installatie die voornamelijk ontworpen en gebouwd is voor de verbranding van afvalstoffen en die gevaarlijke afvalstoffen verbrandt;

b) bijstookinstallatie : installatie die hoofdzakelijk dient om energie of materiële producten voort te brengen en waar gevaarlijke afvalstoffen worden verbrand, met name door ze als substitutie- of aanvullingsbrandstof te gebruiken.

3° "emissiegrenswaarde" : massaconcentratie van verontreinigende stoffen die in van installaties afkomstige emissies gedurende een bepaalde periode niet mag worden overschreden;

4° "exploitant" : ieder natuurlijke of rechtspersoon die de verbrandingsinstallatie exploiteert of daarover economische zeggenschap bezit of aan wie een dergelijke zeggenschap is overgedragen;

5° vergunning :

a) de vergunning voor de vestiging en de exploitatie van een installatie voor afvalbeheer, bedoeld in artikel 11 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

b) de winningsvergunning bedoeld in artikel 14 van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

c) de vergunning voor de ontsluiting van steenbergen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen;

d) de exploitatievergunning bedoeld in artikel 1 van de regentsbesluiten van 11 februari 1946 en 27 september 1947 houdende goedkeuring van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming;

6° bevoegde overheid : de overheid bevoegd om de vergunning af te geven :

7° technisch ambtenaar : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde;

8° toezichthoudende ambtenaar : de ambtenaren bedoeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming.

TITEL II. — Bepalingen die van toepassing zijn op de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en op de bijstookinstallaties**HOOFDSTUK I. — Algemeen**

Art. 3. De vergunning vermeldt uitdrukkelijk de soorten en hoeveelheden gevaarlijke afvalstoffen die in de installatie mogen worden behandeld, alsmede het verbrandings- of bijstookvermogen van elke gespecialiseerde verbrandings- of bijstooklijn.

De nominale capaciteit van elke gespecialiseerde verbrandings- of bijstooklijn wordt in afvalton per uur uitgedrukt, met vermelding van een referentie-warmtecapaciteit van de afvalstoffen. De uurcapaciteit van de installatie is de som van de capaciteiten van elke gespecialiseerde verbrandings- of bijstooklijn waaruit ze samengesteld is.

Art. 4. De vergunning wordt slechts verleend indien uit de aanvraag blijkt dat bij het ontwerpen, het uitrusten en de toekomstige exploitatie van de installatie alles in het werk wordt gesteld om milieuverontreiniging te voorkomen en dat wordt voldaan aan de in dit besluit bedoelde eisen.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 5. Behoudens een in de vergunning bedoelde afwijking, die op advies van de technisch ambtenaar wordt verleend, is de installatie of de inrichting waar de installatie zich bevindt, uitgerust met een geijkte weegbrug voorzien van een automatisch registreerapparaat en van de nodige elektronische middelen die de aan- en afgevoerde afvalstoffen in reële tijd kunnen controleren. Vooraleer die middelen aan te vragen verzoekt de aanvrager om het advies van de technisch ambtenaar, die hem de nodige informatie verstrekt.

Art. 6. De exploitant treft de nodige maatregelen om niet-gemachtigde personen de toegang te ontzeggen tot de installatie of tot de inrichting waar de installatie zich bevindt. Behoudens een in de vergunning bedoelde afwijking, die verleend wordt op advies van de technisch ambtenaar, worden de installatiegedeelten waar de gevaarlijke afvalstoffen worden opgeslagen, afgesloten met een vaste omheining van minstens 2 meter hoog of met andere gelijkwaardige natuurlijke of kunstmatige afschermingsmiddelen. Zoniet moet de gezamenlijke installatie of inrichting waar de installatie zich bevindt, met dezelfde voorziening uitgerust zijn.

De toegangswegen worden afgesloten met een poort of een hek die buiten de openingsuren dicht moeten blijven en enkel onder toezicht van de exploitant of van zijn afgevaardigde open mogen blijven.

Een aan de behoeften van de installatie aangepaste parkeerplaats wordt aangelegd voor te lossen voertuigen.

De ingang en de uitgang alsmede de binnenwegen zijn zo ontworpen en aangelegd dat elk gevaar voor opstopping of ongeval wordt voorkomen in de inrichting waar de installatie zich bevindt of op de openbare weg, ongeacht de weersomstandigheden.

Art. 7. De installaties worden zo ontworpen, gebouwd, uitgerust en uitgebaat dat de hinder en nadelen die de exploitatie de buurt zou kunnen berokkenen, zoals geluid, trillingen, stoffen-, gas-, rook-, of geurenemissies en andere emanaties, op efficiënte wijze worden voorkomen.

De plaatsen waar de gevaarlijke afvalstoffen worden gelost en opgeslagen, moeten zo ontworpen en uitgebaat worden dat geen vervuilende stoffen in het oppervlaktewater of in het grondwater kunnen terechtkomen.

Art. 8. De gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en bijstookinstallaties worden zodanig geëxploiteerd dat de afvalstoffen zo volledig mogelijk worden verbrand of meeverbrand. Dit kan de aanwending van geschikte afvalvoorbehandelingstechnieken vergen.

Art. 9. De exploitant treft alle nodige maatregelen met betrekking tot de levering en de inontvangstneming van afvalstoffen om nadelige milieu-effecten te voorkomen, meer bepaald verontreiniging van lucht, bodem, oppervlakte- en grondwater, alsmede risico's voor de gezondheid van personen of, wanneer dat niet uitvoerbaar is, zoveel mogelijk te verminderen. Deze maatregelen moeten tenminste voldoen aan de voorschriften van de artikelen 10 en 11.

Art. 10. Voordat een installatie afvalstoffen aanvaardt, moet de exploitant beschikken over een beschrijving van de afvalstoffen waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de fysische en chemische samenstelling van de afvalstoffen, alsmede alle nuttige gegevens voor de beoordeling van de geschiktheid van die stoffen voor het beoogde verbrandingsproces;

2° de gevaarlijke eigenschappen van de afvalstoffen, de stoffen waarmee zij niet mogen worden gemengd en de bij behandeling van de afvalstoffen te treffen voorzorgsmaatregelen.

Art. 11. Voordat een installatie afvalstoffen aanvaardt, moet de exploitant ten minste de volgende inontvangst-nemingsprocedures volgen :

1° bepaling van de massa van de afvalstoffen;

2° controle van de documenten die vereist zijn op grond van Verordening (EEG) nr. 259/93 van de Raad van 1 februari 1993 betreffende toezicht en controle op de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Gemeenschap en de voorschriften voor het vervoer van gevaarlijke goederen;

3° tenzij dit niet dienstig is, moeten er, zo mogelijk voordat de lading wordt gelost, representatieve monsters worden genomen om aan de hand van controles na te gaan of zij met de in artikel 10 bedoelde beschrijving overeenstemmen en het de toezichthoudende ambtenaar mogelijk te maken de aard van de behandelde afvalstoffen vast te stellen. Deze monsters moeten gedurende ten minste één maand na de verbranding of het bijstoken worden bewaard.

Art. 12. De vergunning mag afwijken van de bepalingen van artikel 11 voor industriële installaties of voor bedrijven die enkel hun eigen afvalstoffen verbranden of meeverbranden op de plaats waar ze worden voortgebracht, op voorwaarde dat dezelfde beschermingsgraad wordt gewaarborgd.

Art. 13. De bij de verbrandings- of bijstookprocessen vrijgekomen warmte wordt zoveel mogelijk gevaloriseerd.

Art. 14. Door de werking van gespecialiseerde verbrandingsinstallaties of van bijstookinstallaties ontstane afvalstoffen worden overeenkomstig de inzake afvalstoffen toepasselijke wetgeving gevaloriseerd of verwijderd. Daartoe kan voorbehandeling van die reststoffen nodig zijn.

Art. 15. Vervoer en tussentijdse opslag van droge reststoffen in de vorm van stof, bijvoorbeeld stof van ketels en droge reststoffen van de rookgasbehandeling, geschieden in gesloten houders.

Art. 16. Alvorens de methoden van verwijdering of valorisatie van verbrandings- of bijstookreststoffen vast te stellen, worden tests door de exploitant uitgevoerd om na te gaan welke de fysische en chemische eigenschappen en het verontreinigende vermogen van de verschillende verbrandings- of bijstookreststoffen zijn. De analyse heeft meer bepaald betrekking op het oplosbare gedeelte en op zware metalen.

HOOFDSTUK IV. — *Water*

Art. 17. Gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en bijstookinstallaties met de bijbehorende terreinen voor de opslag van gevaarlijke afvalstoffen worden zo ontworpen en geëxploiteerd dat het binnendringen van verontreinigende stoffen in bodem en grondwater wordt voorkomen overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging door lozing van bepaalde gevaarlijke stoffen. Bovendien moet worden voorzien in een opvangsysteem voor het regenwater dat van het terrein van de installatie wegvloeit en voor verontreinigd water voortgebracht door overloop of brandbestrijding. Dit opvangsysteem wordt zo ontworpen dat het water zo nodig geanalyseerd en behandeld kan worden alvorens geloosd te worden.

Art. 18. Afvalwater van een gespecialiseerde verbrandingsinstallatie of van een bijstookinstallatie mag alleen geloosd worden indien daartoe een vergunning is verleend overeenkomstig de wetgeving op de bescherming van het grondwater tegen vervuiling.

Art. 19. Lozingen in het aquatische milieu van afvalwater van de zuivering van uitlaatgassen moeten zoveel mogelijk beperkt worden.

Afvalwater van de zuivering van uitlaatgassen mag in het aquatische milieu worden geloosd na een afzonderlijke behandeling voor zover een specifieke bepaling van de vergunning daarin voorziet en op voorwaarde dat :

- voldaan wordt aan relevante voorschriften inzake de emissiegrenswaarden;
- en de massa van zware metalen, dioxinen en furanen in dat afvalwater zodanig wordt verminderd dat de in tijdseenheid uitgedrukte massa van deze stoffen, die in het water mag worden geloosd, geringer is dan de massa die in de lucht mag worden geloosd.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht en controle*

Art. 20. De meetvoorschriften voor het overeenkomstig de artikelen 22 à 24 en de artikelen 34 en 35 controleren van de voor het verbrandings- of bijstookproces van belang zijnde parameters, condities en massaconcentraties van de verontreinigende stoffen liggen in de vergunning vast.

Art. 21. De vergunning wordt slechts verleend indien uit de aanvraag blijkt dat de voorgestelde meettechnieken aan bijlage IV beantwoorden. De waarden van het betrouwbaarheidsinterval (95 %), bepaald bij de dagelijkse emissiegrenswaarden die vastgesteld zijn voor CO, SO², HCL, de totale stoffen en de totale organische koolstof, overschrijden de in bijlage IV, punt 3, bedoelde waarden niet.

De juiste installatie en de werking van de geautomatiseerde controleapparatuur worden onderworpen aan controle.

Een jaarlijkse ijking wordt aan de hand van volgens verschillende referentiemethodes verrichte parallele metingen uitgevoerd door een laboratorium of inrichting erkend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.

Jaarlijks wordt een verificatietest verricht d.m.v. gecertificeerde secundaire ijkmaten.

Art. 22. De vergunning bepaalt :

- 1° de bemonsterings- en meetmethoden die worden gehanteerd om te voldoen aan de voorschriften inzake periodieke meting van iedere luchtverontreinigende stof;
- 2° de plaats van de monsternamen- of meetpunten;
- 3° de voorschriften betreffende de periodieke metingen, met inbegrip van de periodiciteit van de metingen en overeenkomstig bijlage IV;
- 4° de wijze waarop de resultaten van de metingen worden geconsigneerd en de overheden en/of ambtenaren aan wie ze worden overgemaakt.

Art. 23. In de gespecialiseerde verbrandingsinstallatie of in de bijstookinstallatie worden overeenkomstig bijlage IV de volgende metingen verricht :

- 1° continuumetingen van de stoffen bedoeld in artikel 30 en bijlage I, punten a) en b);
- 2° continuumetingen van de volgende procesparameters :
 - a) temperatuur zoals vermeld in de artikelen 26 en 28 voor de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en in de artikelen 38 en 40 voor de bijstookinstallaties;
 - b) zuurstofgehalte, druk, temperatuur en waterdampgehalte van de uitlaatgassen;
 - 3° ten minste twee metingen per jaar van de in bijlage I, punt c), bedoelde stoffen en ten minste één meting per trimester van de in artikel 32 bedoelde stoffen; gedurende de eerste twaalf maanden na de inbedrijfstelling wordt echter om de twee maanden een meting verricht;
 - 4° een passende controle van de verblijftijd, de relevante minimumtemperatuur en het zuurstofgehalte van de rookgassen zoals omschreven in de artikelen 26 en 28 voor de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en in de artikelen 38 en 40 voor de bijstookinstallaties en ten minste één keer wanneer de gespecialiseerde verbrandingsinstallatie of de bijstookinstallatie in bedrijf wordt gesteld, en in de slechtste bedrijfsomstandigheden die men kan uitdenken.

Continuumeting van HF is niet nodig indien voor HCI behandelingsstappen worden gevolgd die waarborgen dat de emissiegrenswaarde bepaald in bijlage I, punt a), 3° en punt b), 3°, niet wordt overschreden. De HF-emissies worden in dit geval periodiek gemeten.

Continuïteit van het waterdampgehalte is niet nodig indien de als monster gebruikte uitlaatgassen worden gedroogd alvorens de emissies worden geanalyseerd.

Metingen van de in bijlage I vermelde verontreinigende stoffen zijn niet nodig indien in de vergunning verbranding of bijstoken slechts wordt toegelaten voor gevaarlijke afvalstoffen die geen gemiddelde emissiewaarden van die verontreinigende stoffen kunnen veroorzaken welke hoger zijn dan 10 % van de emissiegrenswaarden bedoeld in bijlage I.

Art. 24. § 1. De resultaten van de metingen, verricht ter controle op de inachtneming van de bepaalde emissiegrenswaarden, worden tot de volgende condities herleid :

1° — temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, droog gas;

- zuurstofgehalte 11 % voor de uitlaatgassen van de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties;

- zuurstofgehalte berekend volgens de voorschriften van bijlage III voor de uitlaatgassen van de bijstookinstallaties, met inachtneming van de gedeeltelijke volumes zoals vermeld in de berekening van parameter "C";

2° uitsluitend bij verbranding of bijstoken van afgewerkte oliën in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën :

- temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, droog gas;

- zuurstofgehalte 3 %, voor de uitlaatgassen van gespecialiseerde verbrandingsinstallaties;

- zuurstofgehalte berekend volgens de voorschriften van bijlage III voor de uitlaatgassen van bijstookinstallaties, met inachtneming van de gedeeltelijke volumes zoals vermeld in de berekening van parameter "C".

§ 2. Wanneer de gevaarlijke afvalstoffen in een met zuurstof verrijkte atmosfeer worden verbrand of bijgestookt, mogen de meetresultaten worden herleid tot een in de vergunning vastgesteld zuurstofgehalte dat de bijzondere omstandigheden van het individuele geval weerspiegelt.

§ 3. Wanneer de emissies van verontreinigende stoffen door behandeling van het rookgas worden verminderd, geschiedt de in § 1 bedoelde herleiding van de meetresultaten met betrekking tot de zuurstofgehalten slechts indien het over dezelfde periode als voor de betrokken verontreinigende stof gemeten zuurstofgehalte hoger is dan het relevante standaardzuurstofgehalte bedoeld in § 1.

Art. 25. Indien uit de verrichte metingen blijkt dat de in dit besluit vastgestelde emissiegrenswaarden zijn overschreden, stelt de exploitant de toezichthoudende ambtenaar terstond op de hoogte daarvan. In de betrokken installatie mogen geen gevaarlijke afvalstoffen meer worden verbrand zolang de emissiegrenswaarden niet in acht worden genomen, totdat de toezichthoudende ambtenaar toestemming verleent voor de hervatting van de verbranding van deze afvalstoffen.

Na ontvangst van de kennisgeving door de exploitant van de inachtneming van de emissiegrenswaarden, beslist de toezichthoudende ambtenaar binnen acht dagen over de hervatting.

TITEL III. — Bijzondere bepalingen van toepassing op de gespecialiseerde verbrandingsinstallatie

HOOFDSTUK 1. — Exploitatie

Art. 26. De gespecialiseerde verbrandingsinstallaties worden zo ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat het bij verbranding van gevaarlijke afvalstoffen ontstane gas, na de laatste toevoer van verbrandingslucht, zelfs in de slechtst denkbare omstandigheden op een beheerste en homogene wijze wordt verhit tot een temperatuur van ten minste 850 °C, gedurende ten minste twee seconden bereikt aan of nabij de binnenwand van de verbrandingskamer bij een zuurstofgehalte van ten minste 6 %; indien gevaarlijke afvalstoffen met een gehalte van meer dan 1 % gehalogeneerde organische stoffen, uitgedrukt als chloor, worden verbrand, dient de temperatuur tot ten minste 1 100 °C te worden opgevoerd.

Wordt de oven gestookt met uitsluitend vloeibare gevaarlijke afvalstoffen of met een mengsel van gasvormige stoffen en van poedervormige vaste stoffen afkomstig van een thermische voorbehandeling van gevaarlijke afvalstoffen in een zuurstofarme omgeving, en wordt meer dan 50 % van de totale hoeveelheid vrijkomende warmte geproduceerd door de gassen, dan dient het zuurstofgehalte na de laatste verbrandingsluchtoevoer ten minste 3 % te bedragen.

Art. 27. De gespecialiseerde verbrandingsinstallaties zijn uitgerust met branders die automatisch worden ingeschakeld wanneer de relevante minimumtemperatuur van de verbrandingsgassen na de laatste toevoer van verbrandingsgas onder de in artikel 26 genoemde minimumtemperatuur daalt. De branders dienen ook te worden gebruikt bij het opstarten en het stilleggen van de installatie om te waarborgen dat de relevante minimumtemperatuur gehandhaafd blijft zolang zich onverbrande afvalstoffen in de verbrandingsoven bevinden.

Bij het opstarten en het stilleggen of wanneer de temperatuur van het verbrandingsgas beneden de in artikel 26 vermelde temperatuur daalt, mogen naar de branders geen brandstoffen worden toegevoerd die hogere emissies kunnen veroorzaken dan die welke ontstaan bij het stoken van gasolie als omschreven in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot vervanging van het koninklijk besluit van 19 oktober 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de gasolie-diesel voor wegvoertuigen.

De gespecialiseerde verbrandingsinstallatie moet worden voorzien van een systeem dat de toevoer van gevaarlijke afvalstoffen belet :

- bij het opstarten, totdat de vereiste minimale verbrandingstemperatuur is bereikt;

- wanneer de vereiste minimale verbrandingstemperatuur niet behouden wordt;

- wanneer de in artikel 23, 1°, voorgeschreven continuïteitmetingen uitwijzen dat een emissiegrenswaarde wordt overschreden als gevolg van storingen of defecten aan de reinigingsinstallaties.

Art. 28. De vergunning kan voorzien in andere voorwaarden dan die bedoeld in artikel 26 voor bepaalde gevaarlijke afvalstoffen.

Daartoe moet voldaan worden aan de bepalingen van dit besluit betreffende de emissiegrenswaarden in de rook- en uitlaatgassen en moeten de dioxine- en furanenemissies lager zijn dan of gelijk zijn aan de emissies die verkregen worden bij de toepassing van de voorschriften van artikel 26.

HOOFDSTUK II. — *Lucht*

Art. 29. De gespecialiseerde verbrandingsinstallaties worden zo ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat emissies in de lucht die kunnen leiden tot ernstige luchtverontreiniging aan de grond worden voorkomen; met name rookgassen dienen op gecontroleerde wijze langs de schoorsteen te worden afgevoerd.

De schoorsteenhoogte wordt zo berekend dat geen schade wordt toegebracht aan de gezondheid van personen en aan het milieu.

Art. 30. Wanneer de gespecialiseerde verbrandingsinstallatie in bedrijf is, mogen de volgende grenswaarden voor koolstofmonoxide (CO)-concentraties in de verbrandingsgassen niet worden overschreden :

- a) een als daggemiddelde bepaalde waarde van 50 mg/m³ verbrandingsgas;
- b) 150 mg/m³ verbrandingsgas bij ten minste 95 % van alle metingen, bepaald als in een willekeurige periode van 24 uur genomen gemiddelde waarden over 10 minuten, of 100 mg/m³ verbrandingsgas bij alle metingen, bepaald als in een willekeurige periode van 24 uur genomen halfuurgemiddelden.

Art. 31. De gespecialiseerde verbrandingsinstallaties worden zo ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat in het uitlaatgas ten minste de in bijlage I bedoelde emissiegrenswaarden niet worden overschreden.

Art. 32. De emissie van dioxinen en furanen wordt met de modernste technieken verminderd. De gemeten gemiddelde waarden mogen een grenswaarde van 0,1 ng/m³ niet overschrijden.

Deze emissiegrenswaarde is gelijk aan de totale concentratie van dioxinen en furanen die overeenkomstig bijlage II d.m.v. het begrip van toxiciteitsequivalent wordt berekend.

Art. 33. De resultaten van de metingen, verricht ter controle op de inachtneming van de in de artikelen 30, 31 en 32 en in bijlage I bedoelde emissiegrenswaarden worden herleid tot de in artikel 24 bepaalde herleidingsvoorwaarden.

Art. 34. De emissiegrenswaarden worden in acht genomen als :

1° de daggemiddelden niet hoger zijn dan de emissiegrenswaarden bedoeld in artikel 30, 1° en in bijlage I, punt a) en :

- ofwel de halfuurgemiddelden in één jaar niet hoger zijn dan de emissiegrenswaarden in kolom A van bijlage I, punt b),

- ofwel 97 % van de halfuurgemiddelden in één jaar de emissiegrenswaarden in kolom B van bijlage I, punt b), niet overschrijdt;

2° de gemiddelden over de monsternemingsperiode van bijlage I, punt c), de daarin vermelde emissiegrenswaarden niet overschrijden;

3° aan de bepalingen van artikel 30, 2°, wordt voldaan.

4° de gemiddelde waarden over een monsternemingsperiode van minimum zes uur en maximum acht uur de in artikel 32 bedoelde grenswaarde voor de dioxinen en furanen niet overschrijden.

Om na te gaan of de emissiegrenswaarden in acht worden genomen, worden de gemiddelde waarden die worden bepaald binnen de in artikel 35 bedoelde perioden niet in aanmerking genomen.

De halfuurgemiddelden en de 10-minuten-gemiddelden worden bepaald binnen de tijd dat de installatie werkelijk in bedrijf is, met inbegrip van de voor het opstarten en stilleggen benodigde tijd, wanneer gevaarlijke afvalstoffen worden verbrand, aan de hand van de meetwaarden, waarvan de waarde van het betrouwbaarheidsinterval van bijlage IV, punt 3, is afgetrokken. De daggemiddelden worden bepaald op basis van die gevalideerde gemiddelde waarden.

De gemiddelden over de monsternemingsperiode, en in het geval van periodieke metingen van HF de gemiddelde waarden voor HF, worden bepaald overeenkomstig de voorschriften van artikel 22.

Art. 35. Ongewone exploitatievoorwaarden

Voor technisch onvermijdelijke stilleggingen of storingen dan wel voor defecten aan rookgasreinigingsinstallaties of meetinstallaties stelt de vergunning de maximaal toelaatbare periode vast, gedurende welke de concentraties van de in de lucht uitgestoten, onder de voorschriften vallende stoffen de voorgeschreven emissiegrenswaarden mogen overschrijden.

In dat geval mag de installatie in geen geval langer dan vier uur onafgebroken met verbranding van gevaarlijke afvalstoffen voortgaan; voorts mag de totale duur waarin de installatie in de loop van één jaar onder die omstandigheden in bedrijf is niet meer dan 60 uur bedragen.

In geval van een defect moet de exploitant de activiteit van de installatie zo spoedig als uitvoerbaar is verminderen of de installatie stilleggen, totdat normaal bedrijf opnieuw mogelijk is.

Het totale stofgehalte van de uitstoot mag onder geen beding meer bedragen dan 150 mg/m³, uitgedrukt als halfuurgemiddelde. Voorts mogen de emissiegrenswaarden vastgesteld voor TOK in bijlage I, punt a), 2° en punt b), 2° en de emissiegrenswaarden vastgesteld voor CO in artikel 30 niet worden overschreden. Aan alle overige voorwaarden van de artikelen 8, 26, 27, 28 en 29 dient te worden voldaan.

TITEL IV. — Bijzondere bepalingen van toepassing op bijstookinstallaties als de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen er een warmte ontwikkelt van meer dan 40 % van de totale warmte die er ontwikkeld wordt

Art. 36. Wanneer in een bijstookinstallatie gevaarlijke afvalstoffen worden verbrand waarvan de vrijkomende warmte meer dan 40 % bedraagt van de totale warmte die elk moment vrijkomt, zijn de artikelen 26 à 35 van toepassing.

Het in artikel 24, § 1, bedoelde referentie-zuurstofgehalte dat moet worden toegepast voor de herleiding van de meetresultaten, is het gehalte betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties, onverminderd de toepassing van artikel 24, § 2 en § 3.

Art. 37. Wanneer in een bijstookinstallatie gevaarlijke afvalstoffen worden verbrand waarvan de vrijkomende warmte meer dan 40 % bedraagt van de totale warmte die elk moment vrijkomt, vermeldt de vergunning de minimale en maximale toevoer van die gevaarlijke afvalstoffen, de laagste en de hoogste calorische waarde ervan, alsmede de maximumgehalten aan verontreinigende stoffen, bijvoorbeeld PCB's, PCP, chloor, fluor, zwavel en zware metalen.

TITEL V. — Bijzondere bepalingen van toepassing op bijstookinstallaties als de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen er een warmte ontwikkelt van 40 % of minder van de totale warmte die er elk moment ontwikkeld wordt

HOOFDSTUK I. — *Exploitatie*

Art. 38. De bijstookinstallaties worden zo ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat het bij verbranding van gevaarlijke afvalstoffen ontstane gas, na de laatste toevoer van verbrandingslucht, zelfs in de slechtste omstandigheden op een beheerste en homogene wijze wordt verhit tot een temperatuur van ten minste 850 °C, gedurende ten minste twee seconden bereikt aan of nabij de binnenwand van de verbrandingskamer bij een zuurstofgehalte van ten minste 6 %; indien gevaarlijke afvalstoffen met een gehalte van meer dan 1 % gehalogeneerde organische stoffen, uitgedrukt als chloor, worden verbrand, dient de temperatuur tot ten minste 1 100 °C te worden opgevoerd.

Art. 39. De bijstookinstallatie moet voorzien worden van een systeem dat de toevoer van gevaarlijke afvalstoffen belet :

- bij het opstarten, totdat de vereiste minimale verbrandingstemperatuur is bereikt;
- wanneer de vereiste minimale verbrandingstemperatuur niet behouden wordt;
- wanneer de in artikel 23, 1°, voorgeschreven continumetingen uitwijzen dat een emissiegrenswaarde wordt overschreden als gevolg van storingen of defecten aan de reinigingsinstallaties.

Art. 40. De vergunning kan voorzien in andere voorwaarden dan die bedoeld in artikel 26 voor bepaalde gevaarlijke afvalstoffen.

Daartoe moet voldaan worden aan de bepalingen van dit besluit betreffende de emissiegrenswaarden in de rook- en uitlaatgassen en moeten de dioxine- en furanenemissies lager zijn dan of gelijk zijn aan de emissies die verkregen worden bij toepassing van de voorschriften van artikel 26.

HOOFDSTUK II. — *Lucht*

Art. 41. De gespecialiseerde verbrandingsinstallaties worden zo ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat emissies in de lucht die zouden leiden tot een ernstige luchtverontreiniging aan de grond worden voorkomen; met name rookgassen dienen op gecontroleerde wijze langs de schoorsteen te worden afgevoerd.

De schoorsteenhoogte wordt zo berekend dat de gezondheid van personen en het milieu geen schade wordt toegebracht.

Art. 42. Voor de bijstookinstallaties gelden de bepalingen van de artikelen 30 à 31 van dit besluit overeenkomstig de in bijlage III vastgestelde criteria slechts voor het gedeelte van de hoeveelheid uitlaatgassen die ontstaat bij de verbranding van de gevaarlijke afvalstoffen.

De vergunning bepaalt de gepaste emissiegrenswaarden overeenkomstig bijlage III voor de overeenstemmende vervuulende stoffen die in de uitlaatgassen van deze installaties worden voortgebracht.

Art. 43. De emissie van dioxinen en furanen wordt met de modernste technieken verminderd. De gemeten gemiddelde waarden mogen een grenswaarde van 0,1 ng/m³ niet overschrijden.

Deze emissiegrenswaarde is gelijk aan de totale concentratie van dioxinen en furanen die overeenkomstig bijlage II d.m.v. het begrip van toxiciteitsequivalent wordt berekend.

Art. 44. De resultaten van de metingen, verricht ter controle op de inachtneming van de in de artikelen 30, 31 en 32 en in bijlage I bedoelde emissiegrenswaarden worden herleid tot de in artikel 24 bepaalde herleidingsvoorwaarden.

Voor de metingen van dioxinen en furanen is het in artikel 24, § 1, bedoelde referentiezuurstofgehalte dat moet worden toegepast voor de herleiding van de meetresultaten, het gehalte betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties, onverminderd de toepassing van artikel 24, § 2 en § 3.

Art. 45. De emissiegrenswaarden worden in acht genomen indien :

1° de daggemiddelden de emissiegrenswaarden bedoeld in artikel 30, 1° en in bijlage I, punt a) niet overschrijden en :

- ofwel de halfuurgemiddelden in één jaar de emissiegrenswaarden in kolom A van bijlage I, punt b), niet overschrijden,

- ofwel 97 % van de halfuurgemiddelden in één jaar de emissiegrenswaarden in kolom B van bijlage I, punt b), niet overschrijdt;

2° de gemiddelden over de monsternemingsperiode van bijlage I, punt c), de daarin vermelde emissiegrenswaarden niet overschrijden;

3° aan de bepalingen van artikel 30, 2°, wordt voldaan;

4° de gemiddelde waarden over een monsternemingsperiode van minimum zes uur en maximum acht uur de in artikel 32 bedoelde grenswaarde voor de dioxinen en furanen niet overschrijden.

Om te na te gaan of de emissiegrenswaarden in acht worden genomen, worden de gemiddelde waarden die worden bepaald binnen de in artikel 35 bedoelde perioden niet in aanmerking genomen.

De halfuurgemiddelden en de 10-minuten-gemiddelden worden bepaald binnen de tijd dat de installatie werkelijk in bedrijf is, met inbegrip van de voor het opstarten en stilleggen benodigde tijd, wanneer gevaarlijke afvalstoffen worden verbrand, aan de hand van de meetwaarden, waarvan de waarde van het betrouwbaarheidsinterval van bijlage IV, punt 3, is afgetrokken. De daggemiddelden worden bepaald op basis van die gevalideerde gemiddelde waarden.

De gemiddelden over de monsternemingsperiode, en in het geval van periodieke metingen van HF de gemiddelde waarden voor HF, worden bepaald overeenkomstig de voorschriften van artikel 22.

Art. 46. Ongewone exploitatievoorwaarden

Voor technisch onvermijdelijke stilleggingen of storingen, dan wel voor defecten aan rookgasreinigingsinstallaties of meetinstallaties stelt de vergunning de maximaal toelaatbare periode vast, gedurende welke de concentraties van de in de lucht uitgestoten, onder de voorschriften vallende stoffen de voorgeschreven emissiegrenswaarden mogen overschrijden.

In die omstandigheden mag de installatie in geen geval langer dan vier uur onafgebroken voortgaan met verbranding van gevaarlijke afvalstoffen; voorts mag de totale duur waarin de installatie in de loop van één jaar onder die omstandigheden in bedrijf is, niet meer dan 60 uur bedragen.

In geval van defect moet de exploitant de activiteit van de installatie zo spoedig mogelijk verminderen of de installatie stilleggen, totdat normaal bedrijf opnieuw mogelijk is.

Het totale stofgehalte van de uitstoot mag onder geen beding meer bedragen dan 150 mg/m³, uitgedrukt als halfuurgemiddelde. Voorts mogen de emissiegrenswaarden vastgesteld voor TOK en CO in artikel 42 niet worden overschreden. Er dient te worden voldaan aan alle overige voorwaarden van de artikelen 8, 38, 39, 40 en 41.

Art. 47. De vergunning tot vaststelling van de vestigings-, bouw- en exploitatievoorwaarden voor de bijstookinstallatie wordt slechts verleend als in de aanvraag wordt aangetoond :

- dat de branders voor gevaarlijke afvalstoffen zo zijn geplaatst en de afvalstoffen zodanig worden toegevoegd dat ze zo volledig mogelijk worden verbrand, en

- dat volgens de in bijlage III omschreven berekeningen de in de artikelen 42 en 43 bedoelde emissiegrenswaarden in acht worden genomen.

De vergunning vermeldt tevens de minimale en de maximale toevoer van de gevaarlijke afvalstoffen die mee verbrand mogen worden in de installatie, de laagste en de hoogste calorische waarde ervan, alsmede de maximumgehalten aan verontreinigende stoffen, bijvoorbeeld PCB's, PCP, chloor, fluor, zwavel en zware metalen.

De resultaten van de binnen zes maanden na de inbedrijfstelling onder de slechtst denkbare omstandigheden verrichte metingen moeten uitwijzen dat de in de artikelen 42 en 43 bepaalde emissiegrenswaarden in acht worden genomen.

De bevoegde overheid kan voor deze periode afwijkingen toestaan om de mee verbranding van gevaarlijke afvalstoffen toe te laten tot een warmteontwikkeling boven 40 % van de in de installatie ontwikkelde totale warmte.

TITEL VI. — Slotbepalingen

Art. 48. De bepalingen van dit besluit zijn vanaf 1 juli 2000 van toepassing op gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en op bijstookinstallaties waarvoor de oorspronkelijke exploitatievergunning vóór 31 december 1996 is verleend.

De bepalingen van dit besluit zijn vanaf de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de andere gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en bijstookinstallaties.

Art. 49. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 april 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage I

GRENSWAARDEN VAN DE LUCHTEMISSIES

a) daggemiddelden :

| | |
|--|----------------------|
| 1°- totaal stofdeeltjes | 10 mg/m ³ |
| 2°- organische stoffen in de vorm van gas of damp, uitgedrukt in totaal organische (TOK) | 10 mg/m ³ |
| 3°- chloorwaterstof (HCl) | 10 mg/m ³ |
| 4°- fluorwaterstof(HF) | 1 mg/m ³ |
| 5°- zwaveldioxide (SO ₂) | 50 mg/m ³ |

b) gemiddelden over een half uur :

| | A (100 %) | B (97 %) |
|--|-----------------------|----------------------|
| 1°- stofdeeltjes totaal | 30 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 2°- organische stoffen in de vorm van gas of damp, uitgedrukt in totaal organische (TOK) | 20 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 3°- chloorwaterstof (HCl) | 60 mg/m ³ | 10 mg/m ³ |
| 4°- fluorwaterstof(HF) | 4 mg/m ³ | 2 mg/m ³ |
| 5°- zwaveldioxide (SO ₂) | 200 mg/m ³ | 50 mg/m ³ |

c) alle gemiddelden gemeten over een monsternemingsperiode van minimum een halfuur en maximum acht uur :

| | | |
|---|-------------------------------|----------------------------------|
| 1°- cadmium en zijn verbindingen, uitgedrukt in cadmium (Cd) 2°- thallium en zijn verbindingen, uitgedrukt in thallium (Tl) | Totaal 0,05 mg/m ³ | Totaal 0,1 mg/m ³ (*) |
| 3°- kwik en zijn verbindingen, uitgedrukt in kwik (Hg) | 0,05 mg/m ³ | 0,1 mg/m ³ (*) |
| 4°- antimoon en zijn verbindingen, uitgedrukt in antimoon (Sb) 5°- arseen en zijn verbindingen, uitgedrukt in arseen (As) 6°- lood en zijn verbindingen, uitgedrukt in lood (Pb) 7°- chroom en zijn verbindingen, uitgedrukt in chroom (Cr) 8°- kobalt en zijn verbindingen, uitgedrukt in Kobalt (Co) 9°- koper en zijn verbindingen, uitgedrukt in koper (Cu) 10°- mangaan en zijn verbindingen, uitgedrukt in mangaan (Mn) 11°- nikkel en zijn verbindingen, uitgedrukt in nikkel (Ni) 12°- vanadium en zijn verbindingen, uitgedrukt in vanadium (V) 13°- tin en zijn verbindingen, uitgedrukt in tin (Sn) | Totaal 0,5 mg/m ³ | Totaal 1 mg/m ³ (*) |

Deze gemiddelde waarden gelden ook voor overeenstemmende emissies van zware metalen en hun verbindingen in de vorm van gas of damp.

(*) Voor de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en de bijstookinstallaties waarvan de oorspronkelijke exploitatievergunning vóór 31 december 1996 is verleend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2000 betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en de installaties voor het bijstoken van gevaarlijke afvalstoffen

Namen, 13 april 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage II

EQUIVALENTIEFACTOREN VOOR DIBENZOPARADIOXINEN EN DIBENZOFURANEN

Om de in de artikelen 32 en 43 bedoelde totale concentratie (giftequivalent, TE) te bepalen, moeten de onderstaande massaconcentraties van dibenzoparadioxinen en dibenzofuranen, vooraleer opgeteld te worden, vermenigvuldigd worden met een equivalentiefactor (door het concept giftequivalent te gebruiken) :

| | | gift- equivalentie-factor |
|---------------|-----------------------------------|---------------------------|
| 2,3,7,8 | Tetrachloordibenzodioxine (TCDD) | 1 |
| 1,2,3,7,8 | Pentachloordibenzodioxine (PeCDD) | 0,5 |
| 1,2,3,4,7,8 | Hexachloordibenzodioxine(Hx-CDD) | 0,1 |
| 1,2,3,7,8,9 | Hexachloordibenzodioxine(Hx-CDD) | 0,1 |
| 1,2,3,6,7,8 | Hexachloordibenzodioxine(Hx-CDD) | 0,1 |
| 1,2,3,4,6,7,8 | Heptachloordibenzodioxine (HpCDD) | 0,01 |
| | Octachloordibenzodioxine (OCDD) | 0,001 |
| 2,3,7,8 | Tetrachloordibenzofuraan(TCDF) | 0,1 |
| 2,3,4,7,8 | Pentachloordibenzofuraan (PeCDF) | 0,5 |
| 1,2,3,7,8 | Pentachloordibenzofuraan (PeCDF) | 0,05 |
| 1,2,3,4,7,8 | Hexachloordibenzofuraan(HxCDF) | 0,1 |
| 1,2,3,7,8,9 | Hexachloordibenzofuraan(HxCDF) | 0,1 |
| 1,2,3,6,7,8 | Hexachloordibenzofuraan(HxCDF) | 0,1 |
| 2,3,4,6,7,8 | Hexachloordibenzofuraan(HxCDF) | 0,1 |
| 1,2,3,4,6,7,8 | Heptachloordibenzofuraan (HpCDD) | 0,01 |
| 1,2,3,4,7,8,9 | Heptachloordibenzofuraan (HpCDD) | 0,01 |
| | Octachloordibenzofuraan (OCDF) | 0,001 |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2000 betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en de installaties voor het bijstoken van gevaarlijke afvalstoffen

Namen, 13 april 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage III

**BEPALING VAN DE EMISSIEGRENSWAARDEN VOOR HET BIJSTOKEN
VAN GEVAARLIJKE AFVALSTOFFEN**

De grenswaarde voor elke relevante verontreinigende stof en voor koolstofmonoxide in het uitlaatgas die ontstaan als gevolg van het bijstoken van gevaarlijke afvalstoffen moeten als volgt berekend worden :

$$\frac{V_{\text{afvalstoffen}} \times C_{\text{afvalstoffen}} + V_{\text{proces}} \times C_{\text{proces}}}{V_{\text{afvalstoffen}} + V_{\text{proces}}} = C$$

$V_{\text{afvalstoffen}}$: volume uitlaatgas ten gevolge van de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen, uitsluitend bepaald op basis van de gevaarlijke afvalstoffen met de laagste calorische waarde, gespecificeerd in de vergunning, en herleid tot de in artikel 24 vermelde omstandigheden. Het voor $V_{\text{afvalstoffen}}$ in aanmerking te nemen zuurstofgehalte is het gehalte betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties.

Indien de warmte die vrijkomt bij de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen minder dan 10 % bedraagt van de totale in de installatie vrijkomende warmte, moet $V_{\text{afvalstoffen}}$ worden berekend op basis van een (theoretische) hoeveelheid afvalstoffen die bij verbranding, bij een vastgestelde totale vrijkomende warmte, 10 % van de vrijkomende warmte zou opleveren.

$C_{\text{afvalstoffen}}$: emissiegrenswaarden voor installaties die uitsluitend gevaarlijke afvalstoffen verbranden (minimaal de emissiegrenswaarden bepaald voor de verontreinigende stoffen en voor koolstofmonoxide in de artikelen 30 en 31 en in bijlage I).

V_{proces} : volume uitlaatgas als gevolg van de werkwijze van de installatie, met inbegrip van de verbranding van de toegestane normaal in de installatie gebruikte brandstoffen (geen gevaarlijke afvalstoffen), bepaald op basis van het zuurstofgehalte waartoe de emissies herleid moeten worden, zoals vastgesteld in de communautaire of nationale voorschriften. Als er geen voorschriften voor dit soort verbrandingsinstallaties bestaan, moet het reële zuurstofgehalte in de uitlaatgassen, zonder verdunning door toevoeging van voor het verbrandingsproces onnodige lucht gebruikt worden. Voor het overige moet het volume worden herleid tot de in artikel 24 vermelde omstandigheden.

C_{proces} : emissiegrenswaarden van de relevante verontreinigende stoffen en koolstofmonoxide in het rookgas van de installaties die aan de voor die installaties geldende wettelijke en bestuursrechtelijke nationale bepalingen voldoen, wanneer daarin de normaal toegestane brandstoffen (geen gevaarlijke afvalstoffen) worden gestookt. Bij ontbreken van dergelijke bepalingen worden de in de vergunning vermelde emissiegrenswaarden gebruikt. Bij ontstentenis van een vergunning worden de werkelijke massaconcentraties gebruikt.

C : totale emissiegrenswaarden voor CO en de relevante verontreinigende stoffen ter vervanging van de emissiegrenswaarden als vermeld in de artikelen 30 en 31 en in bijlage I. Het totale zuurstofgehalte dat het in artikel 24, § 1, bedoelde zuurstofgehalte voor de herleiding van de meetresultaten vervangt, wordt berekend op basis van het bovenstaande gehalte, rekening houdend met de partiële volumes.

Hierbij mogen niet geteld worden :

verontreinigende stoffen en CO die niet rechtstreeks ontstaan door de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen of door de verbranding van brandstoffen (maar b.v. door materialen die nodig zijn voor de productie of door producten), evenals het CO dat rechtstreeks ontstaat door deze verbranding, indien

- de hogere CO-concentraties in het verbrandingsgas vereist zijn voor het productieproces, en
- aan $C_{\text{afvalstoffen}}$ (zoals boven gedefinieerd) voor dioxinen en furanen voldaan is.

In elk geval moet, uitgaande van de toegestane gevaarlijke afvalstoffen die mogen worden bijgestookt, de totale emissiegrenswaarde (C) zodanig berekend worden dat de emissies in het milieu zo gering mogelijk zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2000 betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en de installaties voor het bijstoken van gevaarlijke afvalstoffen.

Namen, 13 april 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage IV

MEETTECHNIEKEN

1. Concentratiebepalingen van luchtverontreinigende stoffen in gasleidingen moeten representatief gebeuren.

2. Bemonstering en analyse van alle verontreinigende stoffen, met inbegrip van de dioxinen en furanen, evenals de referentiemetingen ter ijking van automatische meetsystemen, moeten uitgevoerd worden volgens de CEN-normen die in opdracht van de Commissie worden opgesteld. In afwachting van de CEN-normen gelden de nationale, de ISO- of de internationale normen die het verkrijgen van gegevens met een gelijkwaardige wetenschappelijke waarde garanderen.

3. Wat de dagelijkse emissiegrenswaarde (berekening van de dagelijkse gemiddelden) betreft, mogen de waarden van de 95 % betrouwbaarheidsintervallen, bepaald voor de individuele metingen, de volgende percentages van de emissiegrenswaarde niet overschrijden :

| | |
|----------------------------|------|
| koolmonoxide | 10 % |
| zwaveldioxide | 20 % |
| totaal stofdeeltjes | 30 % |
| totaal organische koolstof | 30 % |
| chloorwaterstof | 40 % |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2000 betreffende de gespecialiseerde verbrandingsinstallaties en de installaties voor het bijstoken van gevaarlijke afvalstoffen.

Namen, 13 april 2000.

De Minister-President :
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET